

T2137-577-8,00 F

RADIO LIBERTAIRE 89.4 MHz
La lutte, c'est reparti !

le monde



ISSN 0026-9433

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 577 JEUDI 29 MAI 1985 8,00 F

**LA LIBERTÉ
COMME BASE**

**L'ÉGALITÉ
COMME MOYEN**

**LA FRATERNITÉ
COMME BUT**

EDUCATION

Chevènement poursuit sa croisade pour « rénover » l'enseignement...

PAGE 7

C.N.P.F.

Le patronat prêt à remettre en cause le S.M.I.C.

PAGE 12



FOP. 2520

communiqués débats

• PARIS
Le groupe Pierre-Besnard assure quatre ventes du « Monde libertaire » chaque semaine à l'occasion desquelles vous pouvez prendre contact avec ses militants. Dans le 19^e arrondissement : le mercredi au métro Crimée, de 18 h à 19 h (sortie rue de Crimée) ; le vendredi au métro Place-des-Fêtes, de 18 h à 19 h ; le dimanche au métro Place-des-Fêtes, de 10 h à 12 h (sur le marché).

A Fontenay-sous-Bois :
le vendredi à la station R.E.R. Val-de-Fontenay, de 17 h 30 à 18 h 30 (sortie avenue du Maréchal-Joffre).

• PARIS
Depuis le samedi 18 mai, le groupe Louise-Michel tient ses permanences le samedi après-midi dès 16 h dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche).

• LILLE
Le prochain thème de l'émission de la « Voix sans maître » (Radio-Campus, 99.6 MHz), tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sera : le mouvement alternatif allemand (31 mai).

• NICE
A partir du 1^{er} juin 1985, le groupe de Nice interrompt sa vente militante. Vous pourrez cependant vous procurer le « Monde libertaire » aux deux librairies alternatives de Nice : « Le Temps de lire », 50, boulevard de la Madeleine, Nice-Magnan ; et « Le Papier mâché », 12, rue Belico, Nice-le-Vieux. (Ce dépôt-vente se déroulera pendant tout l'été.)

• DOUAI
Une liaison F.A. vient de se constituer à Douai (Nord). Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• AIX-EN-PROVENCE
Pour prendre contact avec la liaison d'Aix-en-Provence, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• CHELLES
Le samedi 1^{er} juin, le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « Le citoyen face à la police ». Le débat sera animé par Denis Langlois (écrivain et avocat), qui répondra à vos questions en vous faisant connaître quels sont vos droits face à la police. Le débat aura lieu à 20 h 30 au local du groupe : 1 bis, avenue Emille, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

• PARIS
Pour terminer la série de conférence-débats sur le thème « L'anarchie et la société moderne », le groupe Louise-Michel propose de débattre d'un sujet d'actualité : « Luites de libération nationale et anarchisme » (notamment à propos de la Nouvelle-Calédonie) le vendredi 31 mai, à 20 h, au local du groupe.

• BESANÇON
Le 8 juin, le groupe de Besançon organise « Douze heures contre le racisme et pour l'égalité ». Au cours de cette journée auront lieu des débats et des spectacles. Participeront à cette journée comme chanteurs : Arty, Aurenche, Longdu, Buzon, Mathieu et Nawari.

éditions

• « VOIE LIBRE »
« Voie libre » n° 8 (organe anarcho-syndicaliste des transports) est paru. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Abonnement 10 numéros : 50 F, et en soutien, 80 F. Chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. n° 065 60 85 S 020, Paris.



AUTOCOLLANTS

POUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
GESTION DIRECTE
FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération anarchiste vient d'éditionner trois autocollants qui sont disponibles au prix de 1 F l'unité, et 0 F 40 chaque à partir de 10 exemplaires (format : 8,5 x 11).

Radio Libertaire
89.4 MHz



sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Communiqués, Réflexions autour d'un congrès — PAGE 4 : En Bref, Solidarité urgente, Procès Alligre, R.A.T.P./grève du nettoyage — PAGE 5 : Action antimilitariste à Rouen, Un nouvel insoumis/Christian Frigault, Soutien/mode d'emploi, Objection gauche ? — PAGE 6 : Techniques du fascisme, Vous avez dit rénovation ?, Pluies acides/la logique du pire — PAGE 7 : Du côté de chez Chevènement — PAGE 8 : Quel avenir pour le Nicaragua ?, Grande-Bretagne/Orange mécanique, Espagne/P.S.O.E. et U.G.T. — PAGE 9 : Portugal/rencontre et revues, Espagne/Chantiers navals — PAGE 10 : L'échappée belle, Bourges/le printemps ou le début de l'hiver ? — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Note de lecture, Disque, Journées sans Di u ni maître à Lyon — PAGE 12 : S.M.I.C./Huguette apporte ses eaux troubles au moulin des deux Yvon.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

AUTOCOLLANT

CHANGEZ VOUS LES IDEES...
LISEZ
libertaire
FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le groupe Libertad vient de rééditer cet autocollant. 25 F les 50 ex., 2 F l'unité. En l'achetant, vous faites de la propagande pour votre hebdo préféré et vous aidez financièrement les éditions du Monde libertaire.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• PROVINCE
• GROUPES
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nices — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charentes maritimes : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS
Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Roudot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Lot-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Chatellerault — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

liste des permanences des groupes f.a.

• PROVINCE
• AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.
• ARDECHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
• BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Cavilus, 13002 Marseille.
• CALVADOS
Groupe de Caen : permanence le mardi de 17 h à 19 h, au C.E.S., 156, rue Caponière, 14000 Caen-Detoulle.
• CHARENTES-MARITIMES
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
• CÔTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
• DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.
• FINISTÈRE
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h à 12 h au marché de Saint-Martin.
• GARD
Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à l'A.G.D.I.R., 26, rue des Orangiers, 30000 Nîmes.
• HAUTE-GARONNE
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
• GIRONDE
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
• HERAULT
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
• ILE-ET-VILAINE
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
• INDRE-ET-LOIRE
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
• LOIR-ET-CHER
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. 74.26.02.
• HAUTE-LOIRE
Groupe du Puy : permanences tous les samedis, de 11 h à 12 h, au Palais, place du Breuil, Le Puy.
• LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

RÉFLEXIONS AUTOUR D'UN CONGRÈS

LA Fédération anarchiste a réuni le week-end dernier son congrès annuel. Bien sûr, un congrès sert à gérer le présent ; qui, pourtant, de date en événement, comme sur les pierres d'un chemin, n'a pas la tentation de mesurer le temps parcouru ?

D'où faire commencer le long combat des libertaires ? Des présocratiques ? Diogène ? Les Frères du Libre Esprit ? Du Premier Mémoire sur la propriété ? Du congrès de Saint-Imier ? Goodwin, peut-être ? On ne sait trop... Apparemment, à toutes les périodes de l'histoire connue, des hommes et des femmes, quelquefois en petit nombre et parfois par millions, ont tenté de construire une société humaine qui unirait à la fois l'égalité des conditions de vie et la liberté individuelle.

On retrouve, par bribes, par citations, par allusions, étouffée, gommée, calomniée, la ruine sociale des combats qu'ils ont menés contre les propriétaires, les marchands et les Etats. La revendication égalitaire et

libertaire s'entrevoit semblable à elle-même au cours du temps, et qu'elles que soient les conditions matérielles d'existence de l'instant.

Au XIX^e siècle, on a pu croire que l'histoire avait un sens, que l'enchaînement conflictuel des actions humaines n'était que passages obligés vers l'homme nouveau et la société harmonieuse. Il apparaît aujourd'hui que le problème est à la fois moins métaphysique et plus difficile.

La simple accumulation des moyens de transformer la nature n'engendre pas un individu modifié : les déterminismes successifs ont pétri toujours la même pâte humaine et rien ne suggère une mutation biologique ou psychologique de l'espèce ; pas de surhomme, individualiste ou socialiste, à l'horizon de l'histoire. La disparition de la pénurie matérielle pour une fraction de l'espèce et le développement prodigieux de l'appareil scientifique et technique n'augure pas d'une abondance même relative pour tous : la pau-

vreté est consubstantielle de la société inégalitaire, indépendamment de son niveau de développement matériel. Sa cause est la domination de l'homme sur l'homme et non pas la manière de fabriquer des calories alimentaires ou des kilowatts. Et cela malgré la quantité énorme de produits fabriqués. La disparition des famines et des épidémies en Europe et en Amérique du Nord ne doit pas nous faire oublier la permanence de l'indigence sous la richesse occidentale, et de la sous-alimentation et des disettes dans le restant du monde.

De l'air du temps à l'organisation

Plus difficile, disions-nous, puisque nous n'avons rien à attendre de l'histoire et tout de nous-mêmes.

Les échecs des révolutions de 1871, de 1917, et de 1936, avec leurs conséquences, ont affaibli la revendication égalitaire et libertaire, mais il n'en ont pas fait disparaître les causes, et des mouvements révolutionnaires futurs mûrissent un peu partout dans le monde. « Il ne viendra à l'esprit d'aucun homme sérieux d'indiquer à l'avance les voies et les moyens par lesquels doit s'accomplir la révolution, prologue indispensable de la rénovation sociale. Une révolution est un fait naturel, et non l'acte d'une ou plusieurs volontés individuelles : elle ne s'opère pas en vertu d'un plan préconçu, elle se produit sous l'impulsion incontrôlable de nécessités auxquelles nul ne peut commander », exposait James Guillaume (1), condamnant toute activité de type blanquiste, nous dirions avant-gardiste, dans les bouleversements sociaux.

Trop de nos camarades ont lu ces quelques phrases comme une condamnation de toute organisation. Toute la vie de Guillaume, comme de son ami Bakounine, prouve que s'ils pensaient l'un comme l'autre qu'on ne pouvait anticiper ou hâter les grands bouleversements, il est

indispensable de s'y préparer, notamment par l'organisation.

Le mouvement libertaire n'a réussi à incliner les choses vers plus de liberté et plus d'égalité que là où il était associé, où des liens de solidarité liaient entre eux les militants, les groupes, les régions, voire les groupements de plusieurs nations. Cette fédéralisation des libertaires avec eux-mêmes est un problème constant, que nous devons constamment étudier, pour qu'ensemble nous soyons plus forts.

L'air du temps, après 1968, était porteur de germes libertaires ; nous n'avons peut-être pas su les mener à l'écllosion. Aujourd'hui, on parle beaucoup de réconciliation du mouvement comme récemment aux Journées libertaires de Lyon ; souhai-

tons-nous assez de conscience pour mener à bien la construction d'un grand mouvement libertaire, ici et ailleurs.

Jacques Toublert

(1) James Guillaume, « Idées sur l'organisation sociale », in « Ni Dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme », recueillie par D. Guérin.

La Fédération anarchiste a tenu son congrès annuel les 25, 26 et 27 mai à Paris. Les délais d'impression du journal ne nous permettant pas de publier les résolutions de ce 40^e congrès, vous trouverez dans le prochain numéro du Monde libertaire le compte rendu et les motions adoptées.

Fédération anarchiste



COMMUNIQUÉ

LUNDI 20 mai, dans l'après-midi, l'antenne de la station Metropolis a été sectionnée. Bien évidemment, nous ne connaissons pas les auteurs de cette action. Pourtant, ce type d'incident paraissait prévisible, dans la mesure où :

- Radio-Metropolis s'est installée sur la fréquence historique de Radio-Libertaire (89.4 MHz), officiellement, par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (H.A.C.A.), reconnue le 11 janvier 1985 ;
- Radio-Metropolis, après cinq mois de nuisance, n'a pas tenu sa promesse de quitter la fréquence de Radio-Libertaire, au plus tard le 21 avril (entrevue R.-L./H.A.C.A./Metropolis des 22 et 23 mars 1985).

Pour l'heure nous nous réjouissons de la qualité retrouvée d'écoute, mais invitons la Haute Autorité, d'une part, et Metropolis, d'autre part, à prendre leurs responsabilités pour éviter que d'autres incidents ne se produisent et contribuer ainsi à une organisation de l'espace hertzien plus respectueuse des intérêts de chacun.

Metropolis peut continuer à vivre, mais ailleurs que sur 89.4 MHz qui a été, est et restera la fréquence de Radio-Libertaire.

secrétariat de Radio-Libertaire



en bref...en bref...

• Le collectif Convergence de Champigny-Chennevières tiendra sa prochaine réunion le mardi 4 juin, à 21 h, à la Maison des syndicats, rue de Verdun, Champigny (salle du rez-de-chaussée, à gauche). Au programme : débat-propositions, actions sur la participation des immigrés à des élections locales (exemple de Mons-en-Boneuil), actions sur les quotas dans les établissements scolaires, projet d'affiche... Pour tout contact : C.4, c/o « Ruptures », B.P. 1, Champigny cedex.

• Le dernier numéro (n° 6) du trimestriel édité par le Réseau info santé vient de sortir. Au sommaire : prisons, contraception, insoumis incarcéré, nouvelles brèves, campagne pour l'abrogation des ordonnances de 1959, etc. Le numéro coûte 5 F et peut être commandé à : R.I.S., B.P. 43, 33322 Bègles cedex.

• Thierry Dubuisson, déserteur du service civil depuis 1981 passera de nouveau en procès devant la cour d'appel d'Agen le 11 juillet 1985. Il risque de 3 mois à 3 ans d'emprisonnement. Un comité de soutien s'est créé à cette occasion. Pour le contacter : Comité de soutien à Thierry Dubuisson, B.P. Jean Latta, 31, rue de Colomb, 46100 Figeac.

• A Villers-Bretonneux, le samedi 1^{er} juin, une section d'Amnesty International organise une fête avec rencontre de foot au profit de Médecins sans frontières. La partie chanson sera assurée par Jean-Marc Le Bihan, la chorale de l'école de la ville et Marc Monsigny. Des dessinateurs et des peintres exposeront leurs œuvres (Jad, Plantu, Batellier, Argaud). Pour tout renseignement : Dominique Danse, 12, rue Faidherbe, 80880 Villers-Bretonneux (tél. : 16 (22) 48.36.22).

LE PROCÈS DU 30 MAI UN ENJEU CAPITAL !

LE Front national attaque en justice des militants du collectif « Alligre anti-raciste » pour un tract dénonçant la propagande raciste et les rapprochements avec l'idéologie nazie des thèses du mouvement de J.-M. Le Pen. Un rassemblement aura lieu le jeudi 30 mai, place du Chatelet, à Paris. Le procès de ces camarades se tiendra ce même jour à 13 h 30 au palais de justice (métro Cité). Venez nombreux à ces deux rendez-vous !

Le collectif anti-raciste du 12^e arrondissement (Alligre anti-raciste) traîné en justice par le Front national ! Événement banal tant il est vrai que Le Pen a déjà intenté plus de 40 procès dont il a gagné les neuf dixièmes et ceci pour s'assurer une virginité politique. A y regarder de plus près, l'événement sort pourtant de l'ordinaire. En effet, d'habitude Le Pen était le requérant, dans la mesure où il était attaqué nominativement. Aujourd'hui, il s'agit du Front national. Le comité anti-raciste, Radio-Alligre, Radio-Soleil-Goutte-d'Or, les permanences anti-racistes sont les accusés, alors que le F.N. développe une propagande raciste et xénophobe, alors que des crimes ouvertement racistes sont de plus en plus perpétrés et revendiqués par des individus se réclamant de son idéologie.

Les militants anti-racistes sont entraînés devant les tribunaux. Le Pen utilise la justice pour renforcer son impact. On peut penser que la stratégie est la même pour le Front national dont les dépositaires légaux (de la « marque ») ne seraient, sem-

ble-t-il, autres que les sinistres Bousquet et Romain Marie (condamnés pour incitation à la haine raciale !). Est-ce donc cette organisation, enregistrée sous le nom de « Front national pour l'unité française », qui se sent diffamée ? Dans ce cas, il lui faudra mieux qu'un procès pour sanctionner sa virginité politique.

L'enjeu du procès

Le collectif veut se battre autour de ce procès à un triple niveau en réaffirmant que le Front national développe une propagande raciste et xénophobe, qu'il incite à la haine raciale, et que son idéologie est largement inspirée de l'idéologie nazie. Ses buts seront donc de rassembler des documents démontrant cette affirmation et notamment les liens idéologiques, dénoncer l'usage que fait le Front national de l'appareil judiciaire comme plate-forme légitimant sa politique aux yeux de l'opinion publique ; dénoncer la volonté du F.N. d'utiliser la justice pour bâillonner toute

opposition réelle au développement de sa politique.

La Fédération anarchiste soutient, conformément à son engagement et à ses principes, le collectif anti-raciste et antifasciste du marché d'Alligre et sera présente au rassemblement du 30 mai, place du Chatelet,

à 18 h 30, et prendra la parole. Le groupe libertaire du 11^e arrondissement qui est à l'initiative de ce collectif et cosignataire du tract incriminé réaffirme ses convictions à l'encontre du Front national. Halte au racisme ! Halte au fascisme !

Gr. du 11^e



SOLIDARITÉ URGENTE

SUITE à une tentative de vol, Abdel Aziz Hammouchi est passé, en avril 1984, devant une commission qui a prononcé une mesure d'expulsion à son encontre. Après son arrestation le 27 août 1984, les anti-racistes lillois (dont des militants de la Fédération anarchiste) n'ont pas tardé à se mobiliser pour dénoncer la double sanction : condamnation et expulsion.

Les anti-racistes campèrent nuit et jour devant le commissariat central. Les réactions furent rapides : bastonnades et matraquage de militants (notamment F.A.). Alors qu'il devait être expulsé jeudi 23 mai, Abdel a été embarqué avant la date prévue à l'aéroport d'Orly, en destinations du Maroc (il y risque la prison pour délit d'opinion car il militait à la C.G.T.).

Un autre cas de répression : Ali Adoul, arrêté le jeudi 14 mars. Lors d'une perquisition au domicile de militants d'extrême gauche, la police arrête un voisin muni d'un faux passeport. En effet, Ali est un travailleur sans papier. On lui avait promis l'obtention d'une carte de séjour, mais pour se faire soigner les dents, il se voit contraint d'utiliser un faux passeport. Encore une fois, les anti-racistes lillois se sont mobilisés. Ali démarre une grève de la faim en prison le 17 avril. Au bout

du 30^e jour de grève, il est transféré au Q.I.G. (Quartier des isolés et des grévistes) de Fresnes. Là, il subit brimades et tabassages. Le 21 mai, Ali a commencé une grève de la soif. Aujourd'hui, il y a urgence !

Ces cas ne sont pas isolés. Il nous faut absolument les rendre publics et organiser un soutien. Hier, on expulsait des militants politiques ; aujourd'hui, un immigré... Demain, à qui le tour ? Nous sommes tous concernés ! Vous pouvez écrire à Ali Adoul pour le soutenir : numéro d'érou 746 348, Q.I.G., cellule 96, maison d'arrêt de Fresnes, 1, avenue de la Division Leclerc, 92261 Fresnes cedex. Contact du juge s'occupant de son dossier : juge Knecht, palais de justice de Lille, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille. Non aux expulsions !

Nikmo

Sources : informations recueillies par le groupe F.A. de Lille.



R.A.T.P. LA GRÈVE DU NETTOYAGE EST VOTÉE !

COMME nous nous en faisons l'écho dans le *Monde libertaire* du jeudi 23 mai, la R.A.T.P., décidée à restructurer le secteur du nettoyage, envisage de licencier de 500 à 1 000 travailleurs pour la plupart étrangers. Comptant sur la robotisation, les quelques 1 500 nettoyeurs de la Régie constituent dès à présent un obstacle aux projets de modernisation dont la direction a adopté, depuis quelque temps déjà le principe.

Afin d'exiger l'ouverture de négociations, une quarantaine de militants syndicaux de la C.F.D.T. ont occupé deux jours consécutifs une des salles de la direction générale, située

quai des Grands-Augustins à Paris. Expulsés par la police le jeudi 16 mai, ces derniers se sont repliés rue de Dunkerque au siège du syndicat où fut immédiatement concoctée une riposte pour débloquer la situation.

La direction de la R.A.T.P. ayant proposé à ses partenaires sociaux une table ronde le lundi 20 mai ; celle-ci se tint en présence de toutes les organisations syndicales de l'entreprise, y compris le syndicat indépendant ex-C.F.T. Les nettoyeurs étant syndiqués presque exclusivement à la C.F.D.T., cette dernière contesta la représentativité des autres officines syndicales. Et en particulier, lors-

que le représentant du syndicat indépendant pris la parole, la délégation de la C.F.D.T. interrompit la séance de travail en couvrant le discours de l'ex-C.F.T. de lazis et de nombreux sifflets. Quant à la C.G.T., cette dernière, dans une déclaration relativement prudente, assura les travailleurs en lutte de son soutien ; en revanche, F.O. ne s'aventura pas sur le difficile chemin de la solidarité syndicale !

La situation n'évoluant toujours pas, la C.F.D.T. organisa le mercredi 23 mai, à la Bourse du travail de Paris une assemblée générale où, devant plus de 500 personnes, de nombreux intervenants exigèrent avec force l'ouverture de véritables négociations.

En fin de réunion, fut voté le principe d'une grève d'aver-tissement d'une durée de 24 heures, tout travail de nettoyage devant cesser le vendredi matin 24 mai.

Comme on le voit l'épreuve de force est inévitable. Gageons que les nettoyeurs de la R.A.T.P. sauront, de par leur détermination, créer le rapport de force qui contraindra la Régie à prendre en compte leurs revendications pour qu'enfin les salariés ne soient pas éternellement au service de l'économie.

Régis



UN NOUVEL INSOUMIS DANS LES PRISONS

CHRISTIAN FRIGOUT, insoumis depuis février 1984, vient d'être arrêté le samedi 11 mai, à 14 h, devant le palais de justice. Il s'était enchaîné aux grilles, pendant qu'une trentaine d'amis le soutenaient et manifestaient leur solidarité. Douze autres personnes ont été arrêtées et gardées 4 heures au poste, tandis que Christian fut successivement transféré à Duplex, puis à Fresnes, et enfin à Rennes.

Peut-être suivant le principe des vases communicants, Thierry Maricourt a été libéré mercredi 15 mai, après trois mois d'emprisonnement (dont un en grève de la faim). Faisons un rapide point sur les autres insoumis :

- Serge Beausoleil, condamné à 9 mois de prison (en a fait quatre) ;
- Patrick Aguiar, condamné à 18 mois (en a déjà fait 8) ;
- Fabien Duplaa, condamné à 15 mois (en a déjà fait 5) ;
- Dominique Seel, condamné à 1 an et 1 jour (!) (a déjà effectué 2 mois et demi) ;
- Guy Uet et Jean-François Honoré sont libres, mais risquent un procès prochainement ;
- Bernard Jaudon (objecteur-insoumis), condamné à 6 mois de prison, peut être arrêté à tout moment ;
- Alain Pigault et Alain Pierson, condamnés à 6 mois de prison, ont fait appel et sont libres.

Christian Frigout était insoumis en cavale, il avait fait une demande de statut d'objecteur après le délai normal. Son premier combat est et reste de faire avancer le mouvement en demandant que quiconque puisse faire une demande de statut à tout moment sans justifica-

tion. Il s'est aussi clairement « engagé » aux côtés de tous les autres emprisonnés. Il a dénoncé les ventes d'armes et les interventions armées dans le tiers monde. Aujourd'hui, il s'est rendu. Cohérent, il se revendique en tant que civil et a donc refusé de porter l'uniforme. Il veut pouvoir vivre libre sans avoir à servir une quelconque armée. Il en appelle à notre soutien, nous lui devons bien cela !

Nous savons que l'on vit une période difficile et que le mouvement antimilitariste est mal en point. Mais jusqu'à présent le mouvement anarchiste n'a pas encore mis toutes ses forces dans la balance. Pourquoi ? Certes, on se bat contre des forces énormes et lutter contre l'armée ou les autres institutions répressives comportent des risques. Lutter toujours contre... peut paraître aussi négatif, sur-

tout quand on en voit pas les aboutissements. Alors même si l'on sait que l'on ne peut réduire la lutte antimilitariste à la seule lutte contre le service national, c'est pourtant là que l'on peut mesurer nos efforts, solidaires de tous les insoumis, tous les réfractaires à l'armée. Et là, il y a du boulot : créer des comités de soutien, faire circuler l'information, harceler l'armée, la presse et enfin exiger la libération des insoumis. Mais n'oublions pas de faire des avancées plus générales, contre le code de justice militaire par exemple.

S'il me paraît important de soutenir ceux qui vivent en accord avec leurs idées, tout aussi important est de les vivre également. Et l'on peut s'étonner en tant qu'objecteur-insoumis (ou insoumis-objecteur !) que le nombre d'objecteurs affectés augmente dans le mouve-

ment anarchiste. Il ne s'agit pas de condamner telle ou telle personne, mais d'entamer le débat entre nous. Que d'autres utilisent le service civil de façon cohérente avec leur pensée paraît logique. Mais quand l'on dénonce les institutions étatiques, effectuer un service civil revient à cautionner des abstractions théoriques : Patrie, Communauté française...

Historiquement, d'ailleurs, quand une partie du mouvement anarchiste a repris et fait de la propagande pour l'obtention d'un statut, ce n'était pas du tout pour promouvoir un service de remplacement. Écoutons tonton Emile Armand : « Le refus du service militaire n'était pour nous qu'un aspect de l'activité anti-autoritaire... Certes nous ne considérons pas le refus de service militaire comme un moyen de se tirer d'affaire sous le contrôle et la bénédiction de l'Etat, en accomplissant un service civil destiné à renforcer sa puissance. » Et Sébastien Faure de renchérir :

« C'est payer en monnaie civile ce qu'on refuse de payer en monnaie militaire, c'est en fin de compte reconnaître et acquitter une dette ».

Alors remettons les pendules à l'heure et dissocions l'objection de conscience de tout service de remplacement. A l'heure où il est plus facile de demander le statut, on peut aussi s'insoumettre ensuite sans trop de risque. Le risque pénal venant surtout du repli sur eux-mêmes des « insoumis-objecteurs » et de la diminution de notre nombre. Face à cela, nous ne pouvons que réagir. Et j'espère que cela sera ensemble à la fête-forum sur l'objection au Cun du Larzac le 25, 26 et 27 mai. Le plus important sera de toute façon, qu'au delà des divergences pleinement reconnues (sur la notion de service civil) dans le milieu objecteur, il se dégage des points pratiques de convergence dans une réelle perspective antimilitariste.

Hervé du Comité
de soutien aux insoumis



ACTION ANTIMILITARISTE A ROUEN

COMME chaque année, à la foire de Rouen, l'armée a un stand pour pouvoir informer les gens sur son œuvre destructrice. A quelques-uns, nous avons décidé de faire connaître le vrai visage de l'armée, son rôle liberticide et meurtrier. Une dizaine d'individus de l'U.P.F., du M.D.P.L., objecteurs et de la Fédération anarchiste décidèrent de passer à l'action.

Nous avons brandi trois banderoles et distribué 1 000 tracts à l'entrée du stand kaki. Les textes des banderoles étaient les suivants : « Pas d'armée à l'école ! », « Armée, école du crime », « Si les cons volaient, le ciel serait kaki ! ». Après une demi-heure d'attente, un gradé nous traite de rigolos et nous prend en photo. Il revient accompagné de quatre policiers qui nous demandent de quitter les lieux, et ramassent quelques pièces d'identité.

Bien entendu, nous avons refusé de partir. Ils appellent donc du renfort, pour prétendument nous embarquer. A ce moment, arrive le directeur de la foire de Rouen entouré de vigiles. Il nous traite de « fascistes de l'information... » car, si nous voulons informer les gens sur l'antimilitarisme, nous dit-il, il fallait louer un stand. Ce à quoi nous répondons que, même si nous avions eu les moyens de louer un emplacement, cela nous aurait été refusé. Pendant ce temps-là, un gradé de la Légion étrangère nous lance cette phrase pleine d'intelligence : « Je ne savais pas que les cons savaient écrire. » Allusion aux textes des banderoles et au tract. Nous lui avons rétorqué qu'on était étonné de voir un militaire sachant lire et comprenant nos banderoles. Rires dans la foule, qui commençait à grandir et à nous encourager.

Après une heure de discussion entre les policiers et le directeur de la foire, ils décidèrent de rendre les pièces d'identité et quittèrent les lieux à notre joie. Une fois nos tracts distribués, nous fîmes de même. Cette action s'est déroulée le 12 mai, de 15 h 30 à 18 h.

Hebert Eric

OBJECTION GAUCHE !

DU « Sou du soldat de la C.G.T. » d'avant 1914 aux propos lénifiants du P.S. d'aujourd'hui, il y a tout un monde. Il est vrai aussi qu'il est loin le temps où l'on pouvait entendre dans un congrès de la C.G.T. : « Le congrès affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse ».

On reprochait à la C.G.T. et aux Bourses du travail cette propagande antimilitariste en affirmant que c'était faire de la politique. Mais en cas de conflit avec le patronat, l'armée immédiatement mise à son service pour protéger les usines montrait ce que valaient sur les tas les hymnes à la neutralité.

Tout ça, c'est du passé. Les partis de gauche et les syndicats réformistes ont laissé l'antimilitarisme au rang des vieilles idées du XIX^e siècle. Bien avant d'abandonner dans les faits et souvent même en théorie la notion de lutte de classe ! Depuis juillet 1981, tout est pour le mieux dans le meilleur des

mondes, y-a plus de patrons et y-a plus d'ouvriers, il n'y a que des Français courbés ensemble dans l'effort commun...

L'armée c'est donc très chouette (1) et ceux qui s'y opposent doivent être sévèrement punis. Normal pour un gouvernement dont le ministre de la Défense se prend pour le roi Soleil. Pour ces gens-là, la loi

sur l'objection de conscience votée en 1962 est un avantage acquis sous un gouvernement de droite. Faut changer ça ! Quand antimilitarisme et mouvement ouvrier sont mangés à la même sauce...

Antoine Laverdure

(1) Ce sont les socialistes qui le disent, pas nous !



PLUIES ACIDES LA LOGIQUE DU PIRE

Pollution atmosphérique et pluies acides.
La Lettre de Maignon, service d'information du Premier ministre
publie des chiffres alarmants.
Et rien de sérieux n'est entrepris.

C'ÉTAIENT les sixties, B.B. et Saint-Trop. « L'm singing in the rain », chantait Sinatra, « Toute la pluie tombe sur moi », reprenait Sacha Distel, et de continuer, air propre, cœur sans nuages, scooter mode : « Et moi, je fais comme si je ne la sentais pas, je ne bronche pas ». Car ? « Car je sais bien qu'après la pluie vient... le beau temps, et moi, j'ai tout mon temps. » Il est temps de broncher au contraire, on n'a plus guère le temps, la pluie qui tombe, nous tomberons bientôt avec, et comme des mouches.

Comme des sapins plutôt, comme des épicéas, comme les 35% de la forêt ouest-allemande malade ou mourante des pluies acides, comme les 50% de la forêt autrichienne touchés désormais (7% sont gravement endommagés). L'affaire s'étend : en France, les premiers effets se font sentir depuis l'été 1983 sur les conifères de la région vosgienne, selon les premiers sondages, 10% des arbres seraient déjà atteints, et des signes analogues apparaissent dans le Jura.

Franchissons l'Atlantique ou poussons vers la Scandinavie, les lacs s'en mêlent. Au Canada, 50% des lacs d'Ontario sont biologiquement morts de trop forte acidité, 20% des lacs suédois de même. Au sud de la Norvège, 80% des réserves de poissons ont diminué ou disparu. A cause du même phénomène, l'agriculture des Etats-Unis connaît une baisse de productivité de 6 à 7%, dans le Middle-West particulièrement, où, blé d'hiver, soja, maïs for-

ment les productions les plus sévèrement atteintes.

« Promenons-nous dans les bois... », ce n'est plus véritablement conseillé aux santés fragiles. En Suède et au Canada, on perçoit des dangers d'ingestion de métaux lourds. Aux Etats-Unis et au Canada, le risque induit par des niveaux anormaux de sulfate et de particules est estimé provoquer 5 000 morts prématurées par an. En Europe de l'Ouest, le coût des dommages provoqués par les pluies acides, si l'on en croit l'estimation de la C.E.E. en 1983, s'élève de 1,7 à 4 milliards de dollars par an. De quoi creuser des puits en Ethiopie, non ?

Yves Montand a tort, ce ne sont pas tant les pluies de missiles qui menacent, mais la pluie tout court. Comment l'expliquer ? Ce que l'on est



TECHNIQUES DU FASCISME

LES interventions militantes des fascistes se manifestaient habituellement par quelques affichages, manifestations, opérations « coup de poing », en force et bien armés. A Nice, ils essaient une autre technique plus proche de celle prônée par les non violents. Début mai, une librairie alternative de Nice organisait une conférence sur la Nouvelle-Calédonie avec Jean Guiart (universitaire, ethnologue). C'est en allant préparer les lieux, que les organisateurs y ont trouvé près de 150 fachos du F.U.R.R., de l'Union parachutiste et du Front national, tous venus apporter la contradiction en criant des slogans pour la Nouvelle-Calédonie française. C'était une première à Nice, une première pour la librairie, mais pas la dernière... Quelques jours après, le 6 mai, le C.O.D.E.N.E. organisait à la Faculté de Lettres la venue de Jean-Louis Cahu, l'officier déserteur du plateau d'Albion, *bis repetita*, 50 fachos se sont installés pour chanter la *Marseillaise* et empêcher la tenue de cette réunion.

Pas d'armes, pas de blessés, une réunion annulée, l'autre déplacée en catastrophe et perdant son public : une certaine réussite pour le fascisme contre laquelle il faut se préparer.

A.F. Gr. de Nice

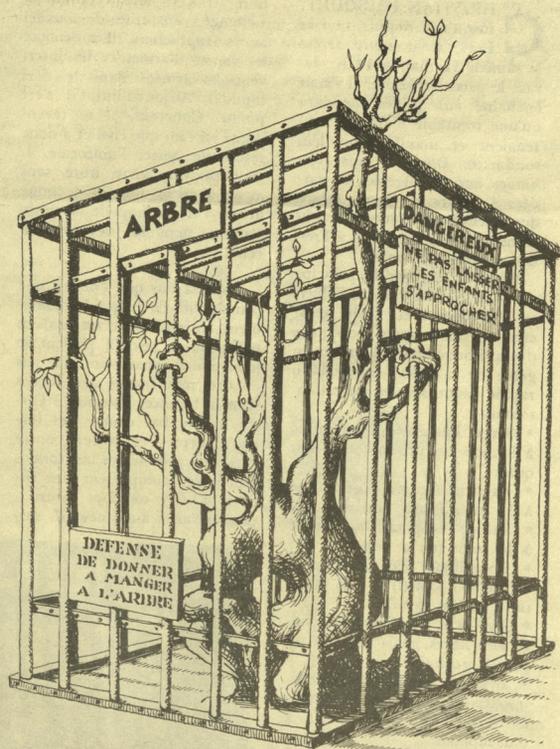
convenu d'appeler globalement pluies acides résulte de la présence de polluants photo-chimiques. Pour les polluants acides, on trouve le dioxyde de soufre, rejeté par l'industrie et les centrales thermiques, responsable pour 65% de l'acidité émise ; les oxydes d'azote pour 30% ; le chlore et le fluor. A l'origine des photo-oxydants, on trouve également les oxydes d'azote et les hydrocarbures, dont l'essence au plomb nous balance depuis longtemps des effluves.

Face à cela, que font les pouvoirs publics ? Rien ou très peu. La France a souscrit avec neuf autres pays à la Convention d'Ottawa, de mars 1984, qui prévoit une réduction de 30% des émissions annuelles de dioxyde de soufre entre 1980 et 1993. Pendant que l'on y est pourquoi ne pas le faire entre 1980 et 2045 ? Pourquoi ne pas attendre 100 ans pour réaliser ce que l'on peut réaliser en cinq ? Si l'on veut ne pas être efficace, la voie est tracée, il suffit de poursuivre la ligne définie à Ottawa.

Le problème, c'est qu'ici le ridicule tue, le ridicule des pétitions de principe, le ridicule de l'attentisme imbécile et béat laisse la pollution des pluies acides fuir de façon bien réelle cette fois, et sur une zone de plus en plus vaste. Dans le cadre de la communauté européenne, l'Etat français a donné son accord sur le principe de la directive en cours de discussion pour fixer des normes européennes sur les émissions des grandes installations de combustion et pour l'introduction de l'essence sans plomb dans tous les pays de la C.E.E., au plus tard le 1^{er} octobre 1989.

Rappelons qu'en Allemagne de l'Ouest cette décision prend effet cette année et que c'est la mauvaise grâce française qui fit chapeauter les discussions européennes sur ce sujet en février-mars derniers. L'industrie automobile n'est pas prête à se plier aux normes allemandes répète-t-on à Paris. C'est l'argent qui manque aux constructeurs français, nous dit-on. Le passage à l'essence sans plomb représenterait pour Renault, dont le marché est essentiellement européen car aux Etats-Unis les normes anti-plomb sont déjà en vigueur, 3 milliards de francs environ d'investissements. Quand Paris bloque les mesures ouest-allemandes au niveau européen, c'est pour préserver les intérêts des raffineurs qui ont, eux aussi, besoin de temps et d'argent (5 milliards de francs) pour franchir le pas. Le vieux langage du productivisme est toujours monnaie courante dans les ministères. Car il faut distinguer les situations précisément. L'Etat pourrait fort bien aider les constructeurs, dont une grande partie est nationalisée, à effectuer une transformation rapide.

Et la rigueur s'inquiètent les naïfs ? Savez-vous que le train « Vive l'école », opération publicitaire du ministère de l'Education nationale, du



ministre plutôt au vu de la nullité du contenu des wagons, train-exposition qui fera toutes les gares importantes, a coûté un milliard de francs au budget national. L'argent, en évitant ce genre de stupidités, on le trouverait pour aider les constructeurs. Quant aux raffineurs, entreprises privées, le débat est de savoir si l'on préfère la sécurité des populations et du cadre de vie, ou le profit sans cesse accru des capitalistes du pétrole. Le choix

est clair, l'Etat français a fort tristement et cyniquement tranché : le bénéfice du capital vaut mieux que la salubrité publique. Combien d'hectares de forêts faudra-t-il voir ravager ? Combien de contaminations déplorer ?... pour que cesse l'aveuglement. Le productivisme capitaliste a des raisons que la raison est loin d'avoir.

Willy Pelletier
Gr. de Lille

Source : « La Lettre de Maignon », n° 133, décembre 1984.

VOUS AVEZ DIT RÉNOVATION ?

DEPUIS plusieurs mois, la municipalité niçoise met en pratique les slogans patriotiques du parti de Le Pen en expulsant régulièrement les habitants du vieux quartier. Situé entre la mer et la place centrale, cette vieille ville est depuis longtemps un des attraits de la préfecture des Alpes-Maritimes : marché provençal, boutiques colorées, bicoques serrées les unes contre les autres, offrant aux balladeurs des ruelles charmantes, brouhaha latin et odeurs multiples. Mais le maire de Nice étant ce qu'il est, il a fallu procéder à une rénovation de cet ensemble qui tombait parfois en décrépitude : ce fut le commencement de nombreux ravalements de façades, puis les artistes du cru étant ce qu'ils sont, ils ont barbouillé les rideaux de fer des commerçants en y apposant une étiquette : « Vive Médecin, vive la France ». Ce qui a donc débouché sur l'expulsion, voilée d'urbanisme chic, de familles d'émigrés ayant trouvé à se loger pour pas cher dans un quartier vivant et central. Actuellement, l'opération se déroule sans trop d'incidents, le maire veille lui-même à l'implantation de nouveaux commerces tenus par des artisans « made in France » et le bureau municipal d'urbanisme se prépare à mettre sur la scène les premiers appartements rénovés à des prix exorbitants, mais dignes de satisfaire la xénophobie des élus locaux.

Quant aux expulsés, il vont se retrouver dans les nombreuses zones périphériques, ce qui apportera de l'eau au moulin des bâtisseurs ou autres intellectuels de la haine qui s'étendront sur le prétendu « seuil de tolérance ».

Gr. de Nice

CA y frappe se dit pas de faire net ministé mois ne se veau ne no jet. Quelle ment, proje de rénover épargnant évitant ainsi auxquelles s'accoutumés. cendre dans réformes, et te ainsi plu valets de l'Et

Avec Chev on fait dan tranquille o c'est que le mort. On n cher à notre le, et l'on p sera dans les Bert ou un leur temps, l tuel député d

Force est cation nation de religion o loin, et l'on a Bartélémy. I térielle, le vo dans l'espoir de France, n re. Mais, il s plus près po que la pieus tre ministre a vauchée à la différence ess a toujours ser Chevément l'éducation et te, jamais rien

Une po

Il faut app blondes à l'ir t-il en subst nous le dise l'une révélation ne le savaient tons, on va le bins. Ça ou a leurs, les ensei

Mais attenti ou de compter on risquerait chevelus, drog faire calculer risquent à tot ber sur la ter le dernier édit de ça, il n'en tion. Il faut enseignement éventuellement

Et voilà d d'Arc parti en quer la bonne de petits gadg Dernière trou forum qui va, bonne parole les plus reculé les enfants ad trique. Précé grammé l'invas laires par les o tement plus « b

Mais de qu ils pas jolis, ce eux, l'Éducation Vous faites bie rez pas convia que, dans la m la misère la p tes de géo datu au projecteur de nement à fon l'unique magné invariablement sans parler d attend vainem tiques bouquins rivée d'une docu

Car le vérita toutes les entrep

ÉDUCATION NATIONALE DU CÔTÉ DE CHEZ CHEVÈNEMENT

CA y est, Chevènement a encore frappé ! Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne se contente pas de faire de la figuration dans le cabinet ministériel du sieur Fabius, pas un mois ne se passe sans que son petit cerveau ne nous concocte un nouveau projet. Quelle adresse politique ! Patiemment, projet après projet, il entreprend de rénover l'Éducation nationale, nous épargnant l'habituelle réforme et nous évitant ainsi les frais de ces manifestations auxquelles ses prédécesseurs nous avaient accoutumés. Car elles nous ont fait descendre dans les rues, ces innombrables réformes, et l'histoire retiendra sans doute ainsi plus facilement le nom de ce valets de l'État.

Avec Chevènement, rien de semblable, on fait dans la médecine douce (force tranquille oblige !). Le plus étonnant, c'est que le malade ne soit pas encore mort. On ne peut cependant pas reprocher à notre ministre un manque de zèle, et l'on peut déjà augurer qu'il laissera dans les mémoires plus de trace qu'un Bert ou un Goblet, qui occupèrent, en leur temps, les mêmes fonctions que l'actuel député de Belfort.

Force est donc de le constater, l'Éducation nationale vit encore. Les guerres de religion de l'an passé sont déjà bien loin, et l'on a su éviter une nouvelle Saint-Bartélémy. Depuis sa promotion ministérielle, le voilà en effet parti en croisade dans l'espoir de bouter l'ignorance hors de France, noble sentiment et qui l'honore. Mais, il suffit d'y regarder d'un peu plus près pour s'apercevoir rapidement que la pieuse mission salvatrice de notre ministre a plutôt les allures d'une chevauchée à la Don Quichotte, avec cette différence essentielle que ce dernier nous a toujours semblé des plus sympathiques. Chevènement, lui, ne comprend rien à l'éducation et n'y comprendra, sans doute, jamais rien.

Une politique de gadgets

Il faut apprendre à nos chères têtes blondes à lire et à compter, proclame-t-il en substance. Il était temps qu'on nous le dise ! Pour une révélation, c'est une révélation ! Comme si les enseignants ne le savaient pas encore. Bon, admettons, on va leur apprendre à nos bambins. Ça ou autre chose. Et puis, d'ailleurs, les enseignants sont payés pour ça... Mais attention, il ne s'agit pas de lire ou de compter n'importe quoi. Car alors, on risquerait de voir certains professeurs chevelus, drogués et irresponsables leur faire calculer le nombre de missiles qui risquent à tout moment de nous tomber sur la tête ou commenter par écrit le dernier éditorial du *Monde libertaire* ; de ça, il n'en est évidemment pas question. Il faut à notre jeunesse saine un enseignement sain (dans un corps sain éventuellement).

Et voilà donc Chevènement-Jeanne d'Arc parti en campagne pour nous indiquer la bonne voie, les poches bourrées de petits gadgets pour plaire aux gamins. Dernière trouvaille en date, le train-forum qui va, de ville en ville, porter la bonne parole jusque dans nos provinces les plus reculées ; il est bien connu que les enfants adorent jouer au train électrique. Précédemment, on avait programmé l'invasion des établissements scolaires par les ordinateurs, cela faisait nettement plus « branché ».

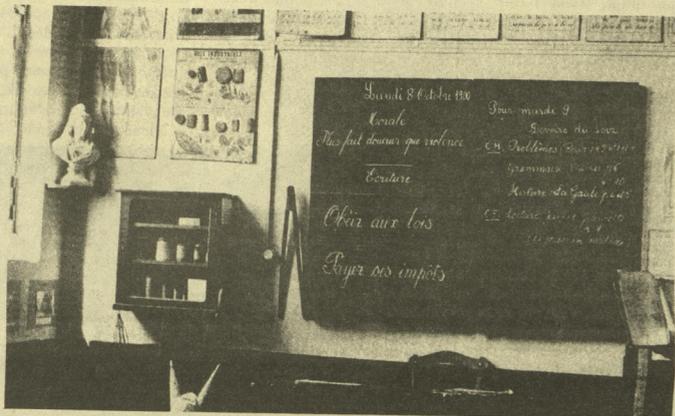
Mais de quoi se plaint-on ? Ne sont-ils pas jolis, ces petits ordinateurs ? Avec eux, l'Éducation nationale est sauvée ! Vous faites bien de le dire, mais n'espérez pas convaincre. Tout le monde sait que, dans la majorité des bahuts, c'est la misère la plus noire, depuis les cartes de géo datant des calendes grecques au projecteur de diapos qui se refuse obstinément à fonctionner, en passant par l'unique magnétophone que se disputent invariablement les professeurs de langues, sans parler du C.D.I. (bibliothèque) qui attend vainement l'arrivée d'hypothétiques bouquins, quand ce n'est pas l'arrivée d'une documentaliste...

Car le véritable problème est là, et toutes les entreprises de séduction de no-

tre ministre ne sauraient nous le faire oublier : on manque cruellement de personnel dans l'Éducation nationale. Les classes frisant les 40 élèves sont loin d'être des exceptions, alors comment peut-on espérer faire du bon travail dans ces conditions ? Avec la meilleure bonne volonté, on est condamné au bricolage, à limiter les dégâts. Et n'allons surtout pas suggérer à notre ministre d'embaucher. Lui a de meilleures idées ! Dernièrement, c'était de diminuer les horaires des élèves : « Mieux apprendre en moins de temps », voilà le slogan Chevènement. La gauche, en 1981, ayant déjà proposé à l'ensemble des Français : « Travailler plus pour gagner moins », on ne saurait être tout à fait surpris.

La sauce prend !

Mais allez donc lui en vouloir à ce brave Chevènement ! En quelques mois, il est devenu une véritable vedette. Force



est de constater qu'il plaît ; allez donc questionner, à ce sujet, les enseignants eux-mêmes, pendant la récré de 10 heures, auprès de la sacro-sainte machine à café, et vous pourriez juger très vite de sa popularité auprès de ses subalternes. Avec lui, en effet, on sent revenir le temps où l'enseignant était quelqu'un, où il était une personne respectée (« Il faut qu'une plus juste place soit faite aux enseignants dans la nation », écrivait-il dans sa lettre de rentrée), sinon toujours respectable.

Avec lui, c'est le retour de la tradition, de l'ordre, de la bonne vieille discipline. Finie la contestation des élèves. Au mur, ceux qui osent bouger un peu trop ! N'en voyait-on pas de plus en plus touter leurs professeurs (et leur prestige alors !) et certains même écrire « Vive l'anarchie ! » sur les murs de leur lycée. Avec Chevènement, c'est le retour des vertus républicaines dans ce qu'elles ont de plus stupides, et on en profite, cette année, pour glorifier au passage la vénérable figure du père Hugo.

Avec Chevènement, c'est, il est vrai, un peu plus de places aux concours de recrutement, cette année, mais c'est une goutte d'eau comparée aux besoins réels, et d'ailleurs qu'en sera-t-il l'année prochaine ? Après avoir, petit à petit, fait rétrécir comme une peau de chagrin les années de formation des nouveaux certifiés (l'enseignement devant être meilleur avec des enseignants de moins en moins préparés à leur métier), que va-t-on faire des concours eux-mêmes ? Et qu'en est-il de la titularisation des auxiliaires ? Quand donc se penchera-t-on enfin sur le désolant nomadisme des maîtres auxiliaires et le sort toujours précaires des surveillants ? Autant de questions délicates qu'il vaut mieux éviter de poser, au moment de la pause-café, à la plupart des enseignants, car du haut de leurs échelons ils ne sauraient vous contempler qu'avec dédain. Ils sont en majorité satisfaits, d'autant plus que le ministre leur a presque promis le samedi matin, pour que, comme les ouvriers, ils aient enfin, aussi, de véritables week-ends...

C'est vrai, les syndicats rouspètent encore un peu. Les salaires des profs sont insuffisants, disent-ils. Ne crachons pas sur l'argent, c'est toujours bon à prendre, mais un peu de décence chers collègues : il n'y a pas, que je sache, beaucoup d'enseignants à la rue, et d'ailleurs ce ne sont pas ceux qui gagnent le moins qui se plaignent le plus... Étrange, n'est-ce pas ? La semaine de travail est trop lourde, protestent-ils également. Intéressante cette réflexion, et point sotté du tout : effectivement, moins d'heures de cours à assurer permettrait de dispenser — après l'avoir mieux préparé — un enseignement de meilleure qualité, pour peu qu'on veuille bien s'en donner la peine.

Il serait d'ailleurs grand temps d'imposer le même horaire à tout le corps enseignant, quelle que soit la place de chacun dans la hiérarchie. Mais alors, pourquoi voit-on si souvent ces mêmes enseignants, prétendument surchargés de travail, se disputer en début d'année sco-

les livres un peu originaux, car naturellement on choisira le moins cher, et peut-être trop souvent le plus aseptisé. Mais enfin, il faudra faire avec, en espérant que se manifesteront avec vigueur les parents les moins réactionnaires.

Dans le fond, rien de bien révolutionnaire dans ces mesures, c'est toujours le travail de sape, à tel point qu'on y fait de moins en moins attention. Ce genre de manœuvres semble en tout cas efficace : qui se lamente encore sur l'instauration de la symbiose Armée-Education ? Les enseignants qui s'acharnent à limiter l'accès des lycées aux uniformes ne sont pas pléthore, et ils ont parfois bien du mérite face à la bêtise de leurs supérieurs hiérarchiques.

A celui qui s'étonnait de la venue, par trois fois, des képis dans son établissement, on expliqua le plus sérieusement du monde que, les trois armes ne s'aimant pas beaucoup, on avait trouvé plus élégant de les inviter séparément ; et à cet autre qui, ironiquement, proposait en conseil d'administration, pour faire bonne mesure, d'inviter aussi la Légion la prochaine fois, on entendit répliquer par un conseiller municipal R.P.R. présent, que son grand regret était de n'avoir pas autrefois rejoint ce vaillant corps, qu'il fallait donc laisser cette chance aux élèves. De quoi faire trembler les chèvres !

C'est tout cela l'Éducation nationale revue et corrigée par Chevènement. Rien de bien exaltant. Et on aurait bien du mal à discerner, parmi ces innombrables mesures, le moindre projet se préoccupant réellement des élèves. Il ne vient à personne l'idée de les consulter, alors qu'ils forment la grande majorité de la population scolaire, alors qu'ils sont les premiers concernés. Oui, c'est cela l'Éducation nationale aujourd'hui, et il y aurait encore beaucoup à dire, mais c'est bien assez pour cette fois.

Comment cependant continuer à y travailler, quand on est anarchiste convaincu, et nous sommes un certain nombre dans ce cas, comme en témoigne la mise sur pied récente d'une coordination ? (2) Peut-être parce que nous sommes follement optimistes et croyons en ce que nous faisons (sans négliger, soyons honnêtes, le salaire et les vacances qu'on nous jette si souvent à la figure). Sans doute parce que nous parvenons le plus possible à nous affranchir des contraintes qui nous sont imposées, pour ne nous préoccuper que des jeunes qui sont en face de nous. Sûrement parce que nous n'avons pas l'intention de céder nos places à des machines à décevoir comme il y en a déjà trop, continuant à penser que Stirner que le but de l'éducation c'est le vouloir né du savoir. Nous avons une conception de l'éducation qui n'est pas celle de monsieur Chevènement, et nous continuerons à la défendre, d'une autre façon que les compagnons qui travaillent dans des structures parallèles d'éducation, mais avec autant de conviction et de vigueur, conscients que l'éducation sera libertaire ou ne sera pas.

Gr. Kronstadt
Gray

(1) F.C.P.E. : Fédération des conseils de parents d'élèves, P.E.E.P. : Fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public.

(2) Coordination libertaire des travailleurs de l'éducation, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



ESPAGNE P.S.O.E. ET U.G.T.

Un social-démocrate a semé de par le monde son idéal politique : un parti organisé organiquement à une organisation syndicale. En Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) est statutairement accepté comme le « berger » de l'Union générale des travailleurs (U.G.T.). Cette centrale syndicale ayant par le passé eu des actions communes avec la C.N.T. quand l'exigence d'un front unique contre le patronat ou les fascistes se faisait sentir.

Depuis la mort de Franco, l'Espagne serait selon certains dans un « processus de démocratisation » qu'il ne faudrait pas troubler par des actes inconsiderés... L'accession du P.S.O.E. et de son sémillant Felipe Gonzalez aux rênes de l'Etat n'a pas arrangé les choses (1) et la vente libre des drogues douces n'a pas fait avaler la pilule de l'austérité socialiste. Face à la montée des luttes (Roca, Michelin, pompistes de Barcelone, etc.), les socialistes multipliaient les appels à la modération. Leurs « partenaires » étant l'U.G.T. et les Commissions ouvrières, la C.N.T. étant toujours restée étrangère à ces tentatives de dénaturer le mouvement ouvrier.

Mais en Espagne comme en France, la désyndicalisation est un problème important. Pas assez sûrement pour les dirigeants nationaux de l'U.G.T. qui ont dernièrement démissionné de leurs mandats quand la décision a été prise par le comité national de l'U.G.T. de se mobiliser contre la politique gouvernementale.

Le blocage du taux des retraites, une réforme de la sécurité sociale ont amené l'U.G.T. à envisager des actions communes avec les Commissions ouvrières. Sans reprendre toutefois la proposition de grève générale de ces dernières.

Il semble donc loin le temps où il était de bon ton de dénoncer le « syndicalisme criminel » de la C.N.T. (2) qui entravait le chemin vers la démocratie socialiste !

Aujourd'hui, l'U.G.T. se lève contre la politique sociale du P.S.O.E. et cela ne va pas sans poser des problèmes, vu leurs liens organiques. Mais cette organisation syndicale se préoccupe bien tard des intérêts des travailleurs... En France comme en Espagne, il faut choisir entre servir de marche-pied à un parti politique et préparer le chemin à la révolution sociale. La Confédération nationale du travail a, pour sa part, toujours affirmé que l'émancipation des travailleurs ne passe jamais par les urnes.

Alexis Pierre

(1) N'oublions pas que le roi est toujours là !
(2) Comme les Industrial Workers of the World (I.W.W.) accusés au début du siècle d'association criminelle, c'est-à-dire d'entraver la bonne marche du capitalisme américain.

GRANDE-BRETAGNE ORANGE MÉCANIQUE

Le gouvernement de Margaret Thatcher fait sûrement partie de ceux qui pensent qu'en matière de délinquance il vaut mieux guérir que prévenir. Et avec des coups de pied au cul, de préférence. La Dame de fer a en effet décidé d'utiliser la manière forte pour extirper le mal qui habite la jeunesse britannique, en proie aux affres de la loi.

De nombreux experts et psychologues ont donc concocté un procédé génial, rédempteur de tous les maux codifiables, et qui fera certainement date dans les annales de l'humanité : le « short sharp shock », ce qui signifie à peu près « choc court et brusque ». Le libellé est en lui-même un programme, révélateur de l'état d'esprit qui l'a inspiré.

Le fondement du système est à la fois sain et sportif : exercices physiques poussés, travaux pénibles, et n'en doutons pas très enrichissants. Il est bien évident qu'un tel régime ne saurait être supportable que dans une discipline stricte et irréprochable. C'est pour cela que les promenades ont été remplacées par des défilés silencieux et au pas cadencé. Egalement un programme : revues de détail, inspections, ordres très intelligents avec obéissance aveugle sous peine de sanctions.

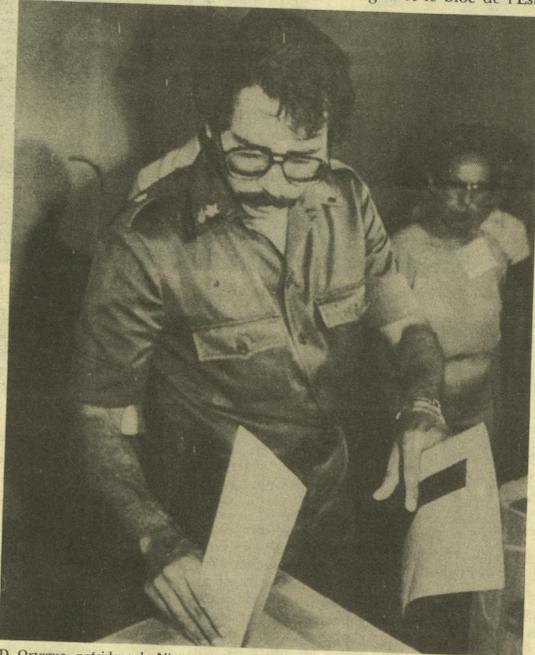
Ce régime précise-t-on sera appliqué aux jeunes détenus sur une période variant de deux jours à quatre mois et « en dernier recours ». C'est vraiment trop de compassion ! Les mille cinq cents « bad boys » concernés par cette mesure de salut public seront certainement émus par tant d'égards manifestés. L'association pour la réinsertion des condamnés (NACRO) n'a pas manqué de réagir et de souligner que le « S.S.S. » allait devoir s'appliquer à des jeunes qui sont pour la plupart affectivement et psychologiquement perturbés. Mais peu importent ces considérations futiles quand il s'agit de remettre les mauvais sujets de sa Majesté sur le droit chemin du droit.

Olivier Spinelli

QUEL AVENIR POUR LE NICARAGUA ?

SIX ans après la révolution sandiniste, le Nicaragua se trouve dans une situation des plus critiques. Alors que les Etats-Unis finançant et organisaient les nostalgiques du somozisme, l'embargo total décrété début mai est un pas de plus dans le durcissement de la Maison Blanche envers ce pays.

Un des objectifs des sandinistes est de casser le modèle agro-exportateur du pays. En effet, le sucre, la café et le coton représentent plus de 60% de ses exportations. Le pays subit les fluctuations des cours et la baisse de la production à cause de la guerre près des frontières. A cause de l'inflation mondiale, son pouvoir d'achat, sur le marché international, a chuté de 40 à 50% depuis quelques années. Son endettement extérieur se chiffre aujourd'hui à 4 milliards de dollars. Managua n'est donc pas prête de briser la culture d'exportation pour choisir un développement plus approprié au pays.



D. Ortega, président du Nicaragua.

Les pays occidentaux industrialisés, mais aussi le Mexique et le Venezuela, sont les principaux partenaires commerciaux du Nicaragua. Jusqu'au 1^{er} mai 1985, malgré une baisse importante des échanges, les Etats-Unis étaient encore le premier client et fournisseur du Nicaragua. Les exportations des Etats-Unis étaient tombées de 247 millions de dollars en 1980 à 111,5 millions en 1984. D'autre part, les importations américaines en provenance de Managua étaient passées de 214 à 57 millions de dollars. La crise économique a ses racines dans la baisse des investissements et des exportations, dans un manque de fonds propres et de crédits pour financer les importations nécessaires à son développement économique. Le pays ne reçoit plus aucune aide du Fonds monétaire international (F.M.I.). Quant aux banques de dévelop-

pement (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement), leur part de financement est tombée de 78% à 12% entre 1979 et 1982. Cela est uniquement dû aux pressions nord-américaines auprès de ces différents organismes. L'attitude de la Maison Blanche, par ces différentes pressions politique et économique, a favorisé et favorise l'essor des relations entre le Nicaragua et le bloc de l'Est.

ci proviennent essentiellement de l'Union soviétique, de Cuba, de la R.D.A. et de la Bulgarie.

Les échanges commerciaux, les prêts et les dons, que ce soit du bloc socialiste ou occidental sont très modestes par rapport aux besoins réels du pays. Les relations de coopération et d'assistance économique se développent surtout dans les domaines tels que l'infrastructure en général, l'industrie lourde, la mise en valeur des ressources...

L'économie nicaraguayenne toute entière subit les conséquences du harcèlement de la « contra ». L'effort de défense engloutit, cette année, plus de 40% du budget national. Ce n'est donc pas dans ces conditions que ce pays peut tenter de sortir du carcan de la division internationale du travail qui fait de lui un simple producteur de denrées à destination du monde industrialisé. Si la crise s'aggrave encore, il est à craindre que le Nicaragua ne bascule économiquement et politiquement du côté soviétique. Il vient de resserrer ses liens avec les pays du C.O.M.E.C.O.M. afin de pouvoir obtenir des crédits, des contrats d'une façon durable. L'Europe, de son côté, se fait assez discrète. Elle n'a guère envie d'alimenter en devises et en aides matérielles, d'une façon déterminante, le Nicaragua. Bien sûr, elle subit les pressions des Etats-Unis, mais elle non plus ne veut pas que le Nicaragua devienne un exemple pour les peuples du tiers monde.

Si les Etats-Unis ne cessent pas leur guerre contre le Nicaragua, les sandinistes n'auront plus guère de choix. Soit ils garderont une relative autonomie politique et il a de fortes chances pour qu'ils tombent sous les coups de la contre-révolution, soit, chose plus probable, ils deviendront les alliés inconditionnels de Moscou et de La Havane afin de résister à la « contra ». La partie de bras de fer entre les deux super-puissances n'est pas encore terminée dans cette région et, une fois de plus, ce sont les peuples qui en font les frais. Ni Est ni Ouest en Amérique centrale, autodétermination des peuples !

Jean-Claude
Gr. Kropotkine

Prêts totaux contractés par le Nicaragua	1979	1980	1981	1982
• auprès des pays socialistes	—	103	110,2	248
• auprès des pays non socialistes	57,5	225,6	342	212,3
• auprès d'org. multilatéraux	—	—	—	—
Dons reçus par le Nicaragua				
• des pays socialistes	0,425	42,6	18,5	—
• des pays non socialistes	78,5	64,3	31,1	22,3
• d'organismes multilatéraux	4,6	14,9	5,5	4,2
Total des prêts et dons	350	621,3	593,5	580,4

L'année...
contin...
situation...
engend...
cats no...
ciens p...
clairs...
des tra...
reconve...
le gouv...
les cen...
ment in...
rêts des...
Le dé...
refus de...
tifiée d...
importa...
vail dar...
pays, e...
non défi...
triels qu...

Le

Le go...
t rons pr...
• Impos...
duction...
tivité) da...
leurs ne...
pression...
la masse...
meurs. C...
une situa...
tionnelle...
à l'expl...
travaille...
• Arrêter...
tractées...
officiels...
payer un...
officiels...
travailleu...

E N r...
tre...
con...
tre en rel...
et individ...
tres grou...
initiative...
nisation a...
D'autre...
maire de...
(traitant...
du capital...
Eros des...
chiste Os...
monde, ca...
des luttes)

On peut...
Portugal ;...
la solidari...
campagne...
sonnés ; le...
à mort) ;...
gem, bullet...

Nous av...
tugaise AN...
sont traité...
mus, l'hon...
écologiste...
pos d'une...
sier sur l'a...
traçao ; et...
clips, de la...

ESPAGNE CHANTIERS NAVALS TOUCHÉS, COULÉS

La situation du secteur naval est un thème d'actualité en Espagne depuis l'année 1978. La mobilisation continue des travailleurs, la situation sociale conflictuelle engendrée, la position des syndicats non compromis dans les anciens pactes sont des exemples clairs du refus de la majorité des travailleurs touchés de la reconversion mise en place par le gouvernement, les patrons et les centrales syndicales (nettement impliquées dans les intérêts des précédents).

Le dénominateur commun du refus de la reconversion est justifiée d'une part par la perte importante des postes de travail dans tous les chantiers du pays, et d'autre part, par la non définition des objectifs industriels qu'elle poursuit.

Le gouvernement, les patrons

Le gouvernement et les patrons prétendent :

- Imposer des rythmes de production (et non pas de productivité) dans lesquels les travailleurs ne seront pas soumis à la pression indirecte qu'engendre la masse de 3 millions de chômeurs. Ceux-ci se trouvent dans une situation provoquée intentionnellement afin d'aboutir à l'exploitation intensive des travailleurs.
- Arrêter toutes les dettes contractées auprès des organismes officiels de l'administration sans payer une seule peseta (crédits officiels, indemnités des travailleurs, etc.).

PORTUGAL RENCONTRE ET REVUES

En novembre dernier, s'est tenu, au Portugal, une rencontre rassemblant des anarchistes. De celle-ci est sortie une conclusion : il incombera au bulletin *A Margem* de mettre en relation et d'assurer les contacts entre les divers groupes et individus présents à cette réunion. Il reste à espérer que d'autres groupes et/ou individus se sentiront concernés par cette initiative, et travailleront dans le sens de la création d'une organisation anarchiste conséquente au Portugal.

D'autre part, nous avons reçu le n° 3 de *A Margem*. Au sommaire de ce numéro, on trouve des articles de fond d'individus (traitant de religion, appareil de soumission ; sur la crise actuelle du capitalisme au Portugal) et de groupes, tels que le groupe Eros des Jeunesses libertaires (sur la violence), le groupe anarchiste Os Revoltados (analyse de l'état actuel du monde : tiers monde, capitalisme et démocratie, marxisme, et morcellement des luttes).

On peut lire également des articles d'actualité sur la crise au Portugal ; « 100 ans d'anarchisme au Portugal » (colloque 1987) ; la solidarité avec les prisonniers portugais anticapitalistes ; la campagne de solidarité avec les anarchistes espagnols emprisonnés ; le compagnon Omori (anarchiste japonais condamné à mort) ; etc. Une initiative, donc, à encourager, pour *A Margem*, bulletin de relations, de débats et d'informations anarchistes.

Nous avons également reçu le n° 2 de la revue anarchiste portugaise *Antitesse*, remplaçant *Voz Anarquista*. Différents thèmes sont traités, avec des dossiers. Dans ce numéro : « Albert Camus, l'homme révolté » ; interview de Rui Valada et du Parti écologiste (!) ; un article sur la démocratie portugaise ; à propos d'une campagne anti-électorale (par le groupe Eros), un dossier sur l'anarchisme ; « Paroles d'un reclus » de Pedro da Incastação ; et plusieurs articles sur les anarcho-punks, les vidéoclips, de la poésie, des communiqués, et Radio-Libertaire.

Manuel
Gr. de Villejuif/Vitry

• Empêcher la consolidation des syndicats de classe dans les entreprises puisque les travailleurs des nouveaux chantiers sont sous la menace permanente du renouvellement du contrat de travail.

• Eliminer les travailleurs qui luttent depuis des années dans les entreprises contre l'exploitation impitoyable à laquelle ils sont soumis. Eliminer également les travailleurs qui, par l'âge ou par maladies professionnelles, sont considérés comme non rentables pour la production. Ainsi que ceux qui, sans faire partie des deux catégories précédentes, ne se sont pas soumis pour une raison ou une autre aux directives des tyrans dont se servent les patrons pour mener à bien leur programme : ingénieurs, chefs et autres cadres, qui n'ont d'autre but que de posséder plus que leurs compagnons de classe et pour cela jouent le jeu de la collaboration exploitatrice des patrons.

Ceux qui acceptent la reconversion navale

Le gouvernement socialiste, afin de mener à bien une des promesses faites au peuple espagnol lors de la campagne électorale et qui est l'intégration de notre pays au sein de la C.E.E. ; promesse qui, pour être réalisée, oblige l'Espagne à accepter les nombreuses exigences du capitalisme européen. Pour notre intégration, il faut réduire de 50% la capacité productive du secteur naval

afin d'éviter les graves problèmes de concurrence que notre industrie navale peut poser aux différents pays de la C.E.E., l'Espagne ayant atteint le 3^e rang mondial pour la construction de bateaux, avec une production annuelle supérieure au million de tonnes.

Les patrons du secteur naval contrôlent l'administration de l'Etat par leur présence dans certains centres de décisions tels que le ministère du Travail, celui du Commerce, etc.

La centrale syndicale U.G.T. (Union générale des travailleurs), courroie de transmission du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) détient actuel-

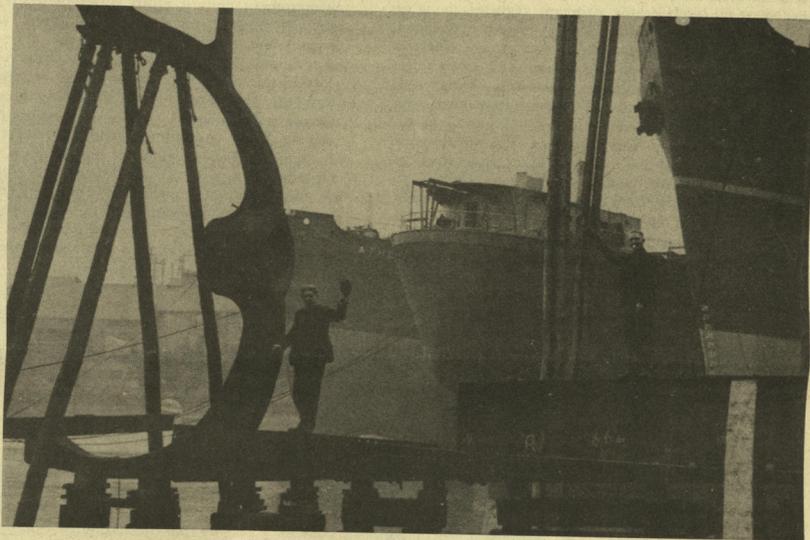
le de la suppression d'un pourcentage élevé de postes de travail disponibles actuellement ; suppression basée sur l'exploitation intensive des travailleurs.

Reconvertir des centres de production, ce n'est pas comme on le prétend les centres qui sont seulement touchés par la politique de boycott des patrons et du gouvernement. La reconversion suppose de changer ou de modifier la production des centres en question par d'autres du même type qui répondent à la demande sur le marché du secteur productif.

Elle entraîne le licenciement dans certains chantiers de 40% des travailleurs.

Ce même plan n'envisage aucune mesure sociale pour les travailleurs, exceptés les « fonds de promotion de l'emploi » qui ne sont autres que le licenciement des travailleurs différé de trois ans et n'a d'autre finalité que de renforcer une des nombreuses mesures prises pour casser l'unité des travailleurs entraînant d'une part la démobilisation de ceux-ci et en empêchant d'autre part une contestation unitaire face à l'agression brutale à laquelle ils sont soumis.

Puisque le plan entraîne le licenciement de beaucoup de travailleurs, pourquoi ne fait-il pas de même avec les com-



lement le pouvoir et lui dicte le type de syndicalisme à mener à chaque instant.

Les autres organisations des petites et moyennes entreprises pensent, d'une façon ou d'une autre récolter une part du gâteau.

Des groupes importants de salariés appartenant à l'administration, au secteur bancaire nationalisé et privé, bien que non touchés directement par le problème, sont en faveur de la reconversion car ils ont peur que notre lutte, d'une manière ou d'une autre, mette en danger leurs profits.

Le refus de la C.N.T.

Le droit au travail est un droit naturel de tout être humain, il ne peut donc exister aucune raison valable basée sur d'autres droits entraînant la privation de celui-ci.

Le plan n'est pas fondé. Aucune étude sérieuse, du point de vue social, ne suggère l'adoption de ces mesures prises contre les travailleurs de ce secteur. La reconversion navale comme celle d'autres secteurs n'a d'autre finalité que d'obtenir une plus grande rentabilité économique des centres de production sans tenir compte du coût social élevé qu'elle engendre. Il ne s'agit pas d'un plan de reconversion, mais simplement

Elle n'a pas été discutée et évaluée par ceux qui sont directement concernés par le problème, c'est-à-dire les travailleurs et les syndicats qui les représentent.

Les plans ne sont pas basés sur une étude rigoureuse des besoins présents et futurs de la flotte marchande.

On n'a pas tenu compte des capacités de pénétration que notre pays a toujours eu au sein du marché extérieur et qui, pourtant, devrait être un des paramètres principaux pour déterminer la production future des chantiers.

Le plan que l'on veut imposer aux travailleurs n'envisage pas la diversification du secteur à d'autres champs de production auxquels il pourrait être destiné comme : hôtels flottants, silos pour le stockage des céréales et autres produits.

Il n'envisage pas non plus la reconversion des chantiers actuels qui pourraient être consacrés à la réparation et à la transformation de bateaux. Reconversion qui pourrait profiter des installations existantes qui ne correspondent plus aux besoins du marché actuel et futur et pourraient approvisionner l'industrie sidérurgique nationale d'une bonne partie des quatre millions de tonnes de feraille importée et créant ainsi au moins 6 500 postes de travail nouveaux.

posantes des équipes dirigeantes les entreprises qui sont l'une des principales causes du problème. L'administration, puisque c'est elle qui va mettre au point les moyens nécessaires pour mener à bien le plan de reconversion, devrait exiger la cessation immédiate et définitive des équipes exécutives qui ont dirigé les entreprises, ainsi que celle des fonctions directrices de toutes personnes responsables des différentes phases de production (économique, direction technique, production...).

La reconversion conduit les travailleurs à une situation véritablement catastrophique, avec un coût social aux conséquences imprévisibles. Le groupe de travail actuel dans les chantiers navals, au niveau national, obéit uniquement et exclusivement à l'abandon prémédité du marché de la recherche des contrats du secteur public et privé. Ils ont abandonné la recherche des contrats pour pouvoir mettre en place la reconversion, qui n'a d'autre but que le licenciement des travailleurs. Comment peut-on justifier la chute brutale de contrats dans notre pays depuis ces trois dernières années, quand le rythme de productivité des travailleurs a augmenté dans des proportions vraiment exagérées.

C.N.T.

LA FIN DES COLONIES L'ÉCHAPPÉE BELLE

A PRÈS deux ans d'existence, la « colo » libertaire, la « colo » de « tonton Bakou » comme on disait alors, s'arrêtait. Et les médians de s'exclamer : « Encore un échec, une expérience sans lendemain ! Au musée de la préhistoire, l'alternative ! ». Et c'est vrai que le manque d'intérêt que notre projet suscitait, y compris dans nos milieux, aurait pu nous faire douter. Mais, c'était mal nous connaître. Comme la vie appelle la mort, la destruction engendre la construction. La « colo Bakou » est morte, paix à son âme. L'Échappée belle est née ! Eh ! oui, tout ceci n'était que feinte, ne sommes-nous pas des partisans inconduits de la « décolonisation »...

La solidarité n'est plus ce qu'elle était ! Voire

Il nous aura fallu près de trois mois d'appels, d'interpellations, de sollicitations auprès du mouvement libertaire pour que l'Échappée belle se matérialise enfin. Sans aucun moyen, ou presque, nous étions dépendants de cette solidarité sans laquelle l'anarchisme n'a plus de sens. Nous étions pourtant réalistes, nous ne demandions que le possible ! Une structure d'accueil située dans une région permettant au groupe d'éclater dans plusieurs directions, sur la base de projets différents, fonction des désirs de chacun(e)s. Partir à la recherche de nous-mêmes dans cette rencontre avec les autres, avec tous ceux et celles qui partagent nos préoccupations et nos interrogations. Volonté de gérer notre vie, au quotidien, sur des bases égalitaires, au rythme de la liberté. Mais refus du repli sur soi, refus de la sclérose, désir d'éclater pour mieux s'unifier. Et cet appel a eu enfin quelques échos auprès de compagnons libertaires de l'Ardeche. Nous aurons à notre disposition plusieurs structures d'hébergement,

un bout de terrain pour camper et pour tout tribut, nous intégrer à la vie des gens vivant sur place. Pas question donc de parasitage touristique. Mais plus encore, à partir de ce lieu central, nous aurons la possibilité de nous déplacer dans un véritable réseau d'expériences de vie « alternatives ». Voyage qui devrait s'avérer riche en activités et en contacts humains. D'ores et déjà, nous avons pris quelques contacts et nombreux sont ceux susceptibles de nous accueillir et nous faire partager un moment de leur vie. Ballades à pied, à vélo et même en péniche (si, si !), dessin, poterie, menuiserie, etc. Voilà de quoi passer des vacances intelligentes, non ?

L'Échappée belle c'est qui ?

A l'origine de ce projet, le groupe Michel-Bakouine de la Fédération narchiste. Quatre ou cinq militants désirent sortir de la « militance traditionnelle », nécessaire certes, mais par trop souvent coupée de la réalité quotidienne, de notre réalité. Suffit-il de penser différemment pour se croire différent, pour être différent ? Ne sommes-nous pas les produits de cette société que nous contestons ? La réponse à ces questions est évidente, sa concrétisation l'est beaucoup moins. Refus par ailleurs de se considérer comme des militants « professionnels », seulement capables de beaux discours, porte ouverte à tous les sectarismes. Nous avons trop de choses en commun pour ne conserver que nos divergences. Telles étaient, et sont toujours, nos préoccupations. Aujourd'hui, une vingtaine d'adultes et une trentaine d'enfants constituent l'Échappée belle. Le collectif organisateur groupe des militants libertaires, de la F.A. et d'ailleurs, et des sympathisants. Chacun(e) participant selon ses moyens à la réalisation de l'entre-

prise. Et ce réseau de relations et de communications ne cesse de s'étendre. Le séjour de cet été ne fera que le renforcer et le dynamiser.

L'Échappée belle détournement de mineurs ?

L'intérêt que nous portons à l'éducation libertaire s'inscrit, bien évidemment dans le contexte social actuel. Chômage, difficultés financières, frappent nombre d'entre nous. Nous ne pouvons rester indifférents. Permettre aux enfants des plus démunis de partir quelques jours de vacances, c'est aussi et surtout l'objectif de l'Échappée belle. Pour cela, nous calculons au plus juste le prix de la journée en faisant jouer l'entraide d'une part entre les différents participants, mais aussi avec tous ceux susceptibles de soutenir l'expérience. Mais cette solidarité qui doit nous unir dépasse le cadre des frontières de l'hexagone. A ce sujet, nous envisageons l'accueil d'enfants de mineurs britanniques. Inutile, je pense de vous rappeler la longue grève que nos compagnons viennent de vivre, l'Échappée belle manifesterait ainsi concrètement son soutien par la constitution d'une caisse de solidarité internationale. Pour les plus septiques, voilà une raison de plus à notre projet.

Pour conclure, nous vous rappelons que le séjour est prévu du 7 au 28 juillet inclus et que la date limite des inscriptions est le 8 juin. Pour tout renseignement, écrivez-nous à l'adresse suivante : A.D.I.R., B.P.82, 16001 Angoulême cedex. La solidarité, l'entraide et le fédéralisme doivent se pratiquer et se vivre. Alors fédérons, fédérons, il en restera nécessaire quelque chose !

Jean-Luc (L'Échappée belle)

BOURGES : LE PRINTEMPS OU LE DÉBUT DE L'HIVER ?

LA neuvième cuvée du Printemps de Bourges est déjà loin, mais un point de vue libertaire restait à donner, surtout après l'importance donnée à l'événement par les médias. En neuf ans, la façade s'est modifiée, le festival enfle démesurément. Après avoir entraîné un peu mes guêtres, j'aimerais vous faire partager différents aspects du festival.

Histoire de fric...

Le budget, cette année, tournait aux alentours de 10 millions de francs. L'autofinancement n'atteignant que 70% du budget, des partenaires commerciaux apportent le reste. On assiste donc à l'introduction importante de la publicité, car les « sponsors » ne font pas de philanthropie.

La venue de ministres, d'hommes politiques, la présence continue de tous les médias contribuent à la récupération du festival. Pour le défilé des hommes politiques, les places étaient réservées à l'avance ou les gens étaient déplacés, gentiment au début, mais attention aux recalculants ! Un journaliste qui rechignait à laisser sa place à Alain Calmat, s'aperçut vite que la courtoisie de façade pouvait laisser place à quelque chose de bien différent, ce qui lui fit dire : « Je vois que l'on est encore en royauté ! ».

Et tout ceci pourquoi ? Pour écouter deux chansons de J.-M. Piton pour Alain Calmat, pétrifié sur son siège, deux chan-

sons d'Etienne Daho pour Hugues Bouchard. Sécurité oblige, deux pas plus ! Plus de vingt personnes qui débarquent, un quatre-barettes à l'épaule, des responsables du festival, complètement coincés dans une allure obséquieuse, dégoulinante de reconnaissance et de respect, plus le ministre et les gardes du corps, pour repartir tous ensemble deux chansons plus tard. Le public, ulcéré, trouvait que vraiment ça ne rassemblait à rien. Jack Lang, Jacques Ralite, François Doubin sont aussi venus faire leur tour.

Le festival s'agrandissant, le service d'ordre s'est fait plus présent, plus agressif. Etre enthousiaste, oui, mais tranquillement assis, pas debout ! Le nombre de barrières a singulièrement augmenté, la présence et la disposition de certaines d'entre elles ne s'expliquent que comme une façon d'inciter à la consommation en passant devant les stands. A ce propos, le prix de l'emplacement allant jusqu'à 12 000 F pour les huit jours, les sandwiches sont de plus en plus chers.

La programmation ne s'arrange pas non plus. Pourquoi Johnny Halliday et Eddy Mitchell au Stadium, deux soirées de suite ? Il y a bien d'autres têtes d'affiches pour de telles salles. D'ailleurs Jonaz, lui, a fait le plein, alors qu'il manquait environ 2 000 personnes chaque soir pour Johnny et Eddy. Dans cette salle, des handicapés ont refusé d'être « parkés » derrière des spectateurs debouts et se sont

joints au public. Bourges, cela a été aussi beaucoup de badges « Touche pas à mon pote ». Des gens totalement différents les arboraient, dont des bourgeois voyant le racisme par la lognette humaniste, mais qui ne veulent pas réfléchir sur les causes réelles de la montée de ces intolérances. On tient à ses privilèges tout de même !

Histoire d'amour

Et puis, au milieu de tout ça, deux individus militants, artistes, deux seulement pour souligner, crier tout haut : « Attention, cela ne va plus ! ». Jean-Marc Le Bihan, chanteur de rue, et Dominique Pardo, son accompagnateur à la guitare, ont été la conscience de Bourges. Jean-Marc déteste la « neutralité artistique » qu'il considère comme un faux-fuyant. Ces deux hommes, libertaires jusqu'au plus profond de leur être, accordent leur façon de vivre et leurs idées. Alors, Jean-Marc au micro et Dominique à la guitare ne pouvaient que dénoncer le dévoiement du Printemps.

Jean-Marc, militant de la chanson vivante, qui « n'attache pas plus d'importance aux problèmes d'un chanteur qu'à ceux d'un ouvrier » a mis en garde les organisateurs. « Cette année, il y a peut-être 40% pour l'idée et 60% pour le système. L'année prochaine, il y aura 30% pour l'idée et 70% pour le système. Et puis, ce sera 100% pour le système. Cette année Johnny, l'année

prochaine Sardou ? » Quand Jean-Marc harangue les passants pour leur dire leurs quatre vérités, avec passion et sincérité, mais aussi avec talent et émotion, comme lorsqu'il chante Brel, les spectateurs restent et écoutent. Lors du passage de Jack Lang, accompagné de Johnny Halliday, Jean-Marc a fait « flipper » le service d'ordre en réussissant à se faufiler sans problème à travers l'attroupement pour lui remettre une lettre, où il y exprime sa révolte. Son action, tout au long du festival, lui a valu un « pavé » dans la *Nouvelle République du Centre-Ouest*, des interviews de bon nombre de radios, un passage à la télé... Ce sont les médias qui sont venus à lui !

On pourrait m'accuser d'avoir mis l'accent uniquement sur les points négatifs du festival. Du bon, il y en a eu effectivement. Beaucoup d'émotion, de coups de cœur, beaucoup trop pour pouvoir tout dire. Plusieurs soirées inoubliables au Centre régional de la chanson, dont celle, la plus belle, des « Cent printemps des poètes ». Des poètes de la Loire, dans la lignée de Gaston Couté, pleins de verve et de jeunesse, autour d'une ambiance de bistrot, avaient concocté une veillée comme on n'en fait plus. Eugène Bizeau, le poète anarchiste, n'était pas là car se remettant de l'hiver, mais il a été dit et chanté.

Parmi les autres noms à citer, retenons : Pierre Delorme, Christian Camerlynck, Bernard Haillant, Claude Morane, Plume Latraverse, Bruno Kuiz,

J.-M. Piton, Jo Lemaire, Sa-pho... Et encore Alain Moisan chantant Jehan Jorjas, Pascal Papini (émouvant et drôle dans l'interprétation de Bernard Dimey), Marie Ecorce, Eric Le Collen, De Nieuwe Snaar (désopilant), Herman Van Veen, Karim Kacel (qui, s'il ne se fait pas récupérer, peut devenir un grand bonhomme de la chanson vivante), Alain Lamontagne, Phil Rougenot, Pierre Meige, et bien d'autres.

A l'avenir

Bref, il reste beaucoup à voir. Si Jean-Marc Le Bihan et Dominique Pardo sont entendus, l'argent-nécessité ne deviendra peut-être pas l'argent-finalité et on évitera de confondre un festival de la chanson vivante avec une entreprise à faire du fric. L'objectif des 100 000 entrées payantes n'a pas été atteint. Les 95 000 places vendues ne combient pas un déficit plus important que prévu.

A ce propos, la ville de Bourges rechigne à faire des efforts financiers plus importants et Daniel Colling, délégué général du Printemps, menace de quitter Bourges. Il semble que l'on ne veuille pas réellement regarder d'où vient le problème financier. Une salle de 6 500 places assises comme au Stadium est un gouffre à fric. Comment va évoluer ce festival ? Cette année était-elle le printemps ou le début de l'hiver ? La réponse pour l'année prochaine...

Alain
Gr. Sacco et Vanzetti

« journal-ci de la n dien sinis de voulo

« Aujo se font e natives c repris la de l'Oues bres, squ anars, p qu'il y e heureux, attendre ait tout. se situer simpleme choses à qu'elles s fera un alors ! L' être la mu

Voilà c annonce

LES I se c les organisés libertaire tout de su tive a été certaines nes peno assister au jectons et

Toute l ment liber vus : I.F réflexions l'Entraide, propagand chiste), Ai brairie lyc la librairie Tout au lo débats se s les thèmes taires de 19 ple kanak pendantist pour expli cations), la mineurs bri si des rep parlé de la grève et on darité inte

P

ES les cot combat, où espoir. Le t Berrurier duits, autop luttes (squ du « show groupes... Au-delà sociale che fait divers, et quand o rez pourqu be contre la

(1) Référenc certis, dépôts de

« ON A FAIM ! »

« **O**n a faim ! : joli titre pour un nouveau journal ! Un journal-cri qui hurle à la face de la normalité et du quotidien sinistre la rage anarchiste de vouloir tout, tout de suite !
« Aujourd'hui, quelques voix se font entendre, d'autres alternatives ont pris la relève, ont repris la voix des dissidents de l'Ouest : radios vraiment libres, squatts, fanzines, punks, anars, pacifistes, etc., parce qu'il y en a toujours, et c'est heureux, qui ne veulent pas attendre 10 000 ans pour qu'on ait tout. *On a faim !* voudrait se situer dans cette mouvance, simplement parce qu'on a des choses à dire et qu'on veut qu'elles soient entendues. Ça fera un journal de plus ? Et alors ! L'un de nos buts doit être la multiplication ! »

Voilà comment *On a faim !* annonce la couleur ! Couleur

noire, un peu rouge aussi, comme vous pouvez vous en douter ! Au sommaire de ce nouveau-né : le racisme, cette peste qui gagne chaque jour du terrain ; un texte de ce cher vieux Zo d'Axa, maquetté de



façon très originale ; Chevénement ; les Crass et autres groupes anarcho-punks ; l'actualité des fanzines et de la presse anarchiste ; le combat des réfractaires à l'armée ; la répression contre les mineurs britanniques ; des poèmes et des chansons...

On a faim !, c'est noir, ça décoiffe, ça gueule contre les pays totalitaires qui te disent : « Tais-toi ! » et les pays démocratiques qui te disent : « Cause toujours ! ». C'est plein d'espoir et de vitamines. Ça attend sans exclusive d'aucune sorte vos textes, infos, dessins, poèmes, photos, montages, musiques, etc.

Pour se le procurer et contribuer aux prochains numéros : *On a faim !*, c/o J.-P. Levaray, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray (10 F le numéro). Qu'on se le dise !

Gil

JOURNÉES A LYON SANS DIEU NI MAÎTRE

LES 18 et 19 mai derniers, se déroulaient à Lyon les Journées libertaires, organisées par la Coordination libertaire lyonnaise (1). Disons tout de suite que cette initiative a été un succès ! Plusieurs centaines de personnes sont venues pendant ces deux jours assister aux divers débats, projections et concerts.

Toute la presse du mouvement libertaire était au rendez-vous : *I.R.L. (Informations et réflexions libertaires)*, *Lutter !*, *L'entraide, C.P.C.A. (Centre de propagande et de culture anarchiste)*, *Air libre*, *Kanai*, la librairie lyonnaise La Gryphe, la librairie du Monde libertaire...

Tout au long du week-end, des débats se sont succédés sur tous les thèmes mobilisant les libertaires de 1985 : la lutte du peuple kanak (des militants indépendantistes étaient présents pour expliquer leurs revendications), la répression que les mineurs britanniques, où là aussi des représentants rous ont parlé de la situation de l'après-grève et ont fait appel à la solidarité internationale pour les

amilles des grévistes emprisonnés. Autres sujets abordés : la montée du racisme, où Abdel d'I.R.L. et Léa du groupe Pierre-Besnard (F.A.) ont présenté les luttes antiracistes, Convergence 84, etc. ; l'éducation libertaire ; les anarchistes et le syndicalisme ; rôles culturels et rôles sexuels ; l'organisation anarchiste et la transformation sociale ; les médias et les cultures libertaires ; le C.U.L. (Collectif utilitaire lyonnais) ou comment lutter dans un quartier ; le soutien aux insoumis emprisonnés... On peut juger de la richesse des sujets, aussi variés que passionnants, qui ont été débattus pendant ces journées !

Des montages vidéo et des films ont été projetés en permanence (mouvement des squatts, *Ecoutez May Picqueray*, etc.). La partie musicale a été assurée par, entre autres, le groupe anarcho-punk lyonnais Haine-Brigade et ces chers vieux Berruriers noirs (voir article ci-dessous).

A noter quelques incidents, heureusement sans gravité, avec une trentaine de « skin-heads », venus de Lyon et de Paris pour

fouter le bordel comme à leur habitude. La détermination de tous les participants a empêché ces connards aux crânes rasés de saboter quoi que ce soit. Signalons aussi une descente de tristes barbouilleurs dans la nuit du samedi, qui ont couvert tous les murs du quartier de slogans style : « Vive Le Pen ! », « Gott mit uns » et compagnie, illustrés des éternelles croix celtiques.

Un succès, donc, que ces journées libertaires, qui ont permis aux diverses « sensibilités » du mouvement de se rencontrer dans un cadre agréable et de discuter ensemble, malgré les divergences, autour d'un pot et d'une grillade. On ne peut que souhaiter que d'autres manifestations de ce style aient de nouveau lieu !

Gil

Gr. Libertad

(1) Le dernier numéro d'*I.R.L.* est consacré en grande partie à ces journées et donne un aperçu de ce qu'est la Coordination libertaire lyonnaise (en vente à la librairie du Monde libertaire, 15 F).

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 30 mai :
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Bruno Brel.
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : les associations de consommateurs et la santé, avec *Cinquante millions de consommateurs* et *Que Coisir ?*.

• Vendredi 31 mai :
« Enlivrez-vous » (13 h à 14 h 30) : reçoit François Roustang, psychanalyste, pour son ouvrage sur Casanova.

• Samedi 1^{er} juin :
« Près du radiateur » (18 h à 19 h) : Aarau (Suisse allemande) rock et jeunes...

• Dimanche 2 juin :
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial rétrospective de Toulouse (festival de blue-grass).
« Grand Angle » (18 h à 20 h) : « Embarquement pour cimaise », 20 photographes exposent à Bagnolet.

• Lundi 3 juin :
« Contre Champ » (18 h à 20 h) : Andrej Zulawski.
« Avis sur le théâtre » (10 h 30 à 12 h) : l'écriture théâtrale contemporaine, avec Da Costa.

• Mardi 4 juin :
« Prisons » (20 h à 22 h) : l'émission contre l'enfermement reçoit Annie Juillan, trésorière de l'Association syndicale des prisonniers de France (A.S.P.F.).

Le congrès de la Fédération anarchiste nous obligeant à boucler plus tôt le *Monde libertaire*, nous ne pouvons annoncer dans ce numéro que des émissions programmées de longue date.

La rédaction

BERRURIER NOIR « CONCERTO POUR DÉTRAQUÉS »

C'EST sous ce titre, à la fois ironique et provocateur, que les Berruriers noirs nous proposent leur dernier 33-tours, composé de 11 titres. Un 33-tours où surgit un rock de combat, où s'entremêlent tour à tour révolte, dérision, amour et espoir. Le tout avec simplicité et sincérité.

Berrurier noir, c'est aussi une démarche : des concerts à prix réduits, autoproduction de leurs disques (1), participation active aux luttes (squatts, antinilitaristes, etc.). Bref, une démarche qui, loin du « show biz » et des sentiers battus, devrait inspirer d'autres groupes... le rock et la culture y gagneraient beaucoup.

Au-delà des stigmates punk ou zone, on sent une conscience sociale chez les Berruriers. Une inspiration qui va du sordide au fait divers, en appel à la lutte révolutionnaire. Pour les soutenir, et quand on connaît les difficultés de l'autoproduction vous saurez pourquoi il faut vous procurer ce disque qui se veut une bombe contre la médiocrité.

Bruno
Gr. Région toulonnaise

(1) Références : « Bondage Records », RRR009. Prix : 45 F. Contact pour concerts, dépôts de disques, etc. : (1) 344.37.05.



SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL DE CROISSANCE

HUGUETTE APPORTE SES EAUX TROUBLES AU MOULIN DES DEUX YVON

Le patronat poursuit son offensive tous azimuts. Il aurait tort de se gêner puisqu'il trouve en face de lui un gouvernement disposé à se mettre en quatre pour lui faire plaisir et des syndicats plus divisés que jamais, obsédés par l'idée fixe de la négociation. Seule, la C.G.T. poursuit un autre objectif, celui de ramener dans le giron du P.C.F. les voix ouvrières égarées dans la nature.

Les négociations sur la « flexibilité » avaient été malencontreusement interrompues par les ruades de militants de la base fort mal élevés. Très déprimés par l'affreuse perspective de ne pouvoir (pendant combien de temps, grand Dieu !) s'asseoir à la même table que leurs distingués partenaires patronaux, les états-majors syndicaux avaient discrètement suggéré que, ma foi, on pourrait bien renouer le fil brisé de la conversation en mettant sur le tapis les fameux C.F.R. (contrats-formation-recherche d'emploi, et non « reclassement » comme il avait été imprudemment annoncé...).

C'est chose faite. Au terme d'une réunion dite « exploratoire » les « explorateurs » ont décidé de continuer leurs investigations les 3 et 24 juin prochains, dans le cadre, disent-ils, d'une révision de l'accord paritaire de 1969 sur la sécurité de l'emploi. Cet accord, conclu dans la foulée des grèves de mai et juin 1968 apportait quelques restrictions aux procédures de licenciements, principalement en matière de délais, ce qui n'a pas empêché la multiplication des « dégraissages ». Mais le patronat est résolu à briser toutes les entraves, si ténues soient-elles.

Un syndicaliste réformiste qui avait sans doute, ce jour-là, du vague à l'âme, a soupiré qu'on ne négociait que des aban-

dons. Bien sûr, mais l'important, nous l'avons vu, c'est de causer... Chotard, de son côté, a annoncé que la négociation serait « originale », ce qui ne manque pas d'être inquiétant. Il faut toujours se méfier de cette bande d'originiaux !

Donnant-donnant...

Et les C.F.R., que deviennent-ils ? direz-vous. Eh bien, justement, ils sont au centre de l'affaire. Le patronat a fait savoir, *urbi et orbi*, que ça ne l'intéressait pas. Ça lui coûterait quelque menue monnaie pour le seul profit d'un gouvernement qui a besoin, d'ici 1986, d'alléger les statistiques du chômage. Ainsi les C.F.R. permettraient de retarder l'inscription de 180 000 travailleurs licenciés sur les listes de l'A.N.P.E.

Le C.N.P.F. ne se laissera attendre que s'il reçoit par ailleurs quelques compensations. Déjà le gouvernement a fait un geste et le ministre du Travail, M. Delebarre, vient d'annoncer qu'il prendra tous les frais à sa charge en ce qui concerne les P.M.E. Bien entendu, les patrons exigent davantage, et en particulier des concessions en matière de « flexibilité » de l'emploi. D'où la reprise des contacts vivement encouragée par le pouvoir qui, par ailleurs, sans plus attendre, a pris des mesures d'assouplissement en faveur du travail à temps partiel.

Le S.M.I.C. dans le collimateur

Les deux Yvon ont un autre objectif dans leur ligne de mire. Il s'agit du S.M.I.C. « Le ralentissement des augmentations de salaires doit être poursuivi en 1985, afin de combattre l'inflation », ont-ils proclamé et le C.N.P.F. « multipliera ses efforts pour que les pouvoirs publics renoncent à leur politique de revalorisation des bas salaires par le S.M.I.C. » Messieurs les patrons ont d'ailleurs plutôt pris de l'avance en la matière puisque selon une étude de la direction des relations du travail, « 90 % des conventions collectives ont un « mini » ouvriers et employés non qualifiés inférieur au S.M.I.C. » Il s'agit certes de « grilles » et non de salaires réels mais la mise en cause du S.M.I.C. n'en demeure pas moins très nette. Et elle n'est pas sans incidence financière puisque souvent certains éléments de la rémunération, tels que l'ancienneté, sont calculés sur les « minis ».

Le S.M.I.C., salaire minimum interprofessionnel de croissance, a succédé au S.M.I.G., salaire minimum interprofessionnel garanti, institué en 1950 et fondé sur la notion de « minimum vital ». Un aéropage de gens aussi savants que distingués avaient déterminé les quantités minimales de nourriture, vêtements, caleçons, chaussettes, ustensiles de cuisine, coupes de cheveux, billets de cinéma, nécessaires au manoeuvre-balai ou au lampiste situé au dernier barreau de l'échelle hiérarchique. Un « minimum vital » pour ne pas crever de faim, de froid et de neurasthénie.

Aussi misérable soit-il, le S.M.I.C. ex-S.M.I.G. constitue cependant un garde-fou, tout comme les grilles de salaires des conventions collectives qui, bien qu'enté-

rinant une hiérarchie que nous ne pouvons que combattre, constituent une garantie minimale.

En cette époque de libéralisme triomphant il s'agit d'autant d'obstacles inadmissibles à ce que le C.N.P.F. appelle « les principes de liberté des salaires et de liberté des prix ». La tristement célèbre Union des industries minières et métallurgiques (U.I.M.M.), fer de lance du C.N.P.F. explique à ce propos que pour s'affranchir définitivement de l'indexation tant en niveau qu'en masse, les salaires devront être fixés en prenant davantage en considération deux types d'éléments qui avaient été plus ou moins délaissés ces dernières années : les performances individuelles et les paramètres économiques internes à l'entreprise (objectifs, résultats, productivité, etc.).

Chotard, bien entendu, abonde dans le même sens. « Une plus large part, affirme-t-il, doit être attribuée dans la détermination des salaires à la performance et au mérite. » C'est très clair : il s'agit d'instaurer l'individualisation des rémunérations. Le salaire à la tête du client, selon le bon plaisir patronal ! La « liberté » dans ce domaine, c'est la loi du marché. La force du travail constitue une marchandise dont le prix doit dépendre de l'offre et de la demande. Et comme dans la période actuelle les demandes d'emploi sont infiniment plus nombreuses que les offres, le patronat entend pouvoir profiter pleinement de la conjoncture sans être gêné aux entournures par des « minis », des « planchers », des indexations. D'ailleurs de plus en plus, surtout dans les P.M.E., les patrons sautent allègrement, et à pieds joints, les barrières établies, que ce soit le S.M.I.C. ou les grilles des conventions, en développant cet argument-massue : « les rues sont pleines de gens qui ne demandent qu'à travailler ! ».

Madame Deux-tiers

De ce qui précède, vous avez aisément conclu que le S.M.I.C., si misérable soit-il entrave cette liberté des salaires chère à nos patrons. Par un hasard curieux ceux-ci viennent de trouver du renfort en la personne de Madame Huguette Bouchardeau qui, avec une pléiade d'élus et de personnalités de gauche, a participé à un colloque sur les « inégalités sociales ». Il convient de peser tous les termes des propos tenus par Huguette tels que les rapporte *Le Monde* et de les comparer aux déclarations ci-dessus du C.N.P.F. et de l'U.I.M.M.

« Il faut admettre, selon madame Bouchardeau, écrit *Le Monde*, qu'il existe deux types d'économie et de travaux » — un secteur industriel compétitif et un secteur d'utilité sociale, qui devrait être élargi — mais il ne s'en suit pas nécessairement qu'il doit exister « deux catégories de travailleurs ». Les mêmes pourraient, successivement ou alternativement, dans leur vie de travail, prendre part à l'un et à l'autre secteur, celui qui se situe « hors compétitivité » devant assumer une « rémunération minimum ». Voilà qui vaut son pesant de dioxyne, mais ce n'est pas tout ! Ce colloque sur les « inégalités sociales » s'est achevé par le lancement d'une pétition pour l'établissement d'un revenu minimum garan-

ti qui pourrait être égal aux deux tiers du S.M.I.C. » Ce qui constitue indéniablement une façon originale de réduire les inégalités en question !

Huguette apporte des eaux bien nauséabondes au moulin des deux Yvon. Imaginez, en effet, quel large champ de manoeuvres s'offrirait au patronat avec ce système à deux vitesses. D'abord on pourrait en conclure qu'il est possible de « vivre » avec les deux tiers du S.M.I.C. et du coup les smicards s'estimeraient privilégiés et deviendraient moins revendicateurs. L'existence d'un large secteur à salaires de misère, la faculté de transférer dans le secteur « hors compétitivité » les prolétaires devenus moins « performants » selon les critères de l'U.I.M.M., voilà qui constituerait une énorme force de pression, d'intimidation contre les travailleurs. Encore bravo à l'ex-secrétaire du P.S.U. !

Il n'y a pas si longtemps il était encore de bon ton de gémir sur cette sata-née société abusivement appelée de « consommation » qui embourgeoierait les prolétaires et tel économiste allait jusqu'à prétendre sans rire que les patrons faisaient semblant de résister aux revendications salariales. Avec la crise et toutes ses conséquences, la comédie est terminée, le masque est tombé. Cette société apparaît telle qu'elle est véritablement : impitoyable pour les plus faibles, les plus désarmés, les tucards, les smicards, les tiers ou les deux tiers de smicards, les travailleurs qui ne sont plus « performants », bref, tous ceux qui n'ont plus guère que des clopinettes à « consommer ». Plus que jamais notre présence sur ce terrain des luttes sociales doit être, pour nous, une absolue priorité.

Sébastien Basson



A.F.P.

Yvon Gataz.



A.F.P.

Chotard.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.